Sonia DEVARIEUX
Vincent MONCHO
Première ES1
2013

L'Obsolescence Programmée

Obsolescence programmée



Ne vous est-il jamais arrivé que l'un de vos appareils ne rende l'âme mystérieusement quelques mois seulement après l'avoir acheté ?
On a tous déjà eu cette impression que les appareils modernes sont de moins bonne qualité que ceux des générations antérieures.
Cela est dû à leur durée de vie qui semble maintenant plus courte.
Le renouvellement des produits est en effet plus fréquent de nos jours ; on assiste également à la hausse des remplacements au détriment des réparations.

Cette baisse de la durée de vie et ce phénomène de renouvellement quasi systématique des produits est causé par une obsolescence, non plus seulement technique, mais aussi … programmée.

L'obsolescence programmée désigne l'ensemble des techniques visant à écourter la durée de vie ou d'utilisation d'un produit dans le but d'augmenter son taux de remplacement.

Au sens strict, ce terme se rapporte à l'introduction volontaire et consciente d'une pièce défaillante ou programmée à un dysfonctionnement après un certain temps d'utilisation.

La notion est relativement récente en Europe. Elle n'est pas encore clairement définie ni explicitée à ce jour. Elle n'est pas non plus "connue du grand public" comme en témoigne le sondage que nous avons réalisé : 70 % des personnes que nous avons interrogés ignorent l'existence de l'obsolescence programmée ; à l'inverse seuls 22 % sont capables d'expliquer simplement ce concept.

Nous avons donc décidé de traiter, dans ce dossier, l'obsolescence dans un sens plus large.
Un sens qui recouvre l'ensemble des techniques utilisées par les industriels pour pousser les consommateurs au rachat ; ce qui inclut, en plus de l'introduction d'un possible élément défaillant, d'autres facteurs tels que l'influence de la pub, de la mode, ou encore les progrès techniques factices…

Se posent alors le problème de l'augmentation des déchets liés à la hausse des rachats et celui de l'épuisement des ressources naturelles ; l'obsolescence programmée a donc un impact majeur sur l'environnement.

En quoi peut-on dire que l'obsolescence programmée est devenue un véritable enjeu pour les sociétés ?

Sommaire

Introduction

I - L'OBSOLESCENCE PROGRAMMEE 5

Histoire De l'Obsolescence Programmée 6

L'Adultération, ancêtre européen de l'obsolescence programmée 8

Le developpement de l'obsolescence progamée au XXe siècle 21

-Différents cas apparaissent dans les années 1920 10

-La proposition radicale de Bernard London en 1932 10

Le sophisme de la vitre cassée 13

L'obsolescence programmée suscite le débat 15

-Prémices d'un débat 15

-Brooks Stevens, apôtre de l'obsolescence programmée 17

-Le débat s'empare de la société 18

Obsolescence Programmée et Guerre Froide 21

Les Différents Types d'Obsolescence Programmée et Autres Cas d'Application 22

1) L'Obsolescence programmée fonctionnelle 22

Le cartel de Phoebus 25

2) L'Obsolescence programmée symbolique 27

Le modèle de Détroit 29

3) L'Obsolescence programmée indirecte 30

4) L'Obsolescence programmée par péremption 33

Vers une obsolescence de l'Homme ? 35

II - IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX 38

L'Epuisement Des Ressources Naturelles 38

Le Devenir Des Déchets 41

Vers Des Solutions Pour Limiter Ces Impacts 45

Ne jetons, plus réparons ! 45

Au lieu de jeter, donnons ou vendons ! 47

Si nous jetons, recyclons ! 47

L'economie circulaire respectueuse de l'environnement 49

Et si nous passions à une économie de services ? 51

Pourquoi ne pas allonger la durée de garanties des biens de consommation 51

Conclusion

Sources/Annexes

I - L'OBSOLESCENCE PROGRAMMEE

Tout commence par un objet qui tombe en panne, prenons une imprimante par exemple.
Une imprimante cesse donc de fonctionner lors d'une banale impression de documents.
Accompagné d'un bruit inquiétant, un message d'erreur apparait sur l'ordinateur : 'Maintenance Call', *lui disant que "certaines pièces de son imprimante ne fonctionnent plus".*
Le message d'erreur propose de se reporter à son manuel d'utilisateur puis à son Service Après Vente.

Dès le lendemain, le propriétaire de l'imprimante, consulte donc son SAV pour faire diagnostiquer le problème, dans le but de faire réparer son imprimante.
On lui dit que cela va nécessiter un devis d'une vingtaine d'euros.
Après expertise, on lui répond que les pièces nécessaires à la réparation seront difficiles à trouver et que ça lui coûtera dans les 150 euros.
A ce prix là de réparation, il ferait mieux d'en racheter une neuve vu qu'il en existe certaines de meilleure qualité vendues pour le même prix ou même moins chères.



L'imprimante Epson d'Antoine

Notre individu, appelons le Antoine, se laisse gentiment séduire en se disant que pour ce prix là il pourrait profiter des nombreux avantages que proposent les nouveaux modèles, comme une impression plus rapide ou encore plus silencieuse.

Il décide donc de racheter une imprimante et se débarrasse de la vieille...

Et c'est à ce moment précis qu'Antoine perd son combat contre l'obsolescence programmée. Un combat inégal, dont il n'a même pas conscience et dont l'issue était fixée bien avant son premier achat.
À ce moment précis où il rachète plutôt que de réparer, il devient une victime de l'obsolescence programmée.
Car rien de ce qu'il vient d'arriver ne laisse place au hasard. Tout était régi depuis le début par une obsolescence programmée par des fabricants.

Il s'agit d'un reflet de ce phénomène encore méconnu en Europe, l'obsolescence programmée.

Lumière sur ce mécanisme secret situé au cœur de nos sociétés de consommation.

HISTOIRE DE L'OBSOLESCENCE PROGRAMMEE

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'obsolescence programmée n'est pas un phénomène si récent. Si sa connaissance et sa conscience commence à peine à voir le jour en Europe (selon notre sondage, à ce jour près de 80 % des gens ignorent la signification de cette notion), ses mécanismes, son utilisation et son application, remontent quant à eux au début du siècle dernier.
C'est en effet dans les années 1930, que l'on trouve les premières traces de cas avérés d'obsolescence programmée.

Mais d'abord, il est nécessaire de parler de l'obsolescence en général, qui est quant à elle plus ancienne.

Le terme d'obsolescence désigne le fait pour un produit d'être « dépassé », que la valeur de ce bien se trouve totalement ou en partie diminuée, et cela due non à son usure matérielle, mais au progrès technique ou à l'apparition de produits nouveaux.
Son évolution technique ou l'apparition de produits plus évolués le rendent alors obsolète, dépassé, ou démodé.
Ainsi, la règle à calcul fut remplacée par la calculatrice électronique, les anciens appareils photos par les numériques, ou encore les télévisions cathodiques par les écrans plats.
Mais l'obsolescence ne date pas d'hier ; déjà dès la préhistoire l'outil en pierre polie a été déclassé par celui en bronze, qui lui même a été déclassé par l'outil en fer...
Le concept s'est accéléré avec la révolution industrielle et ses innovations technologiques.

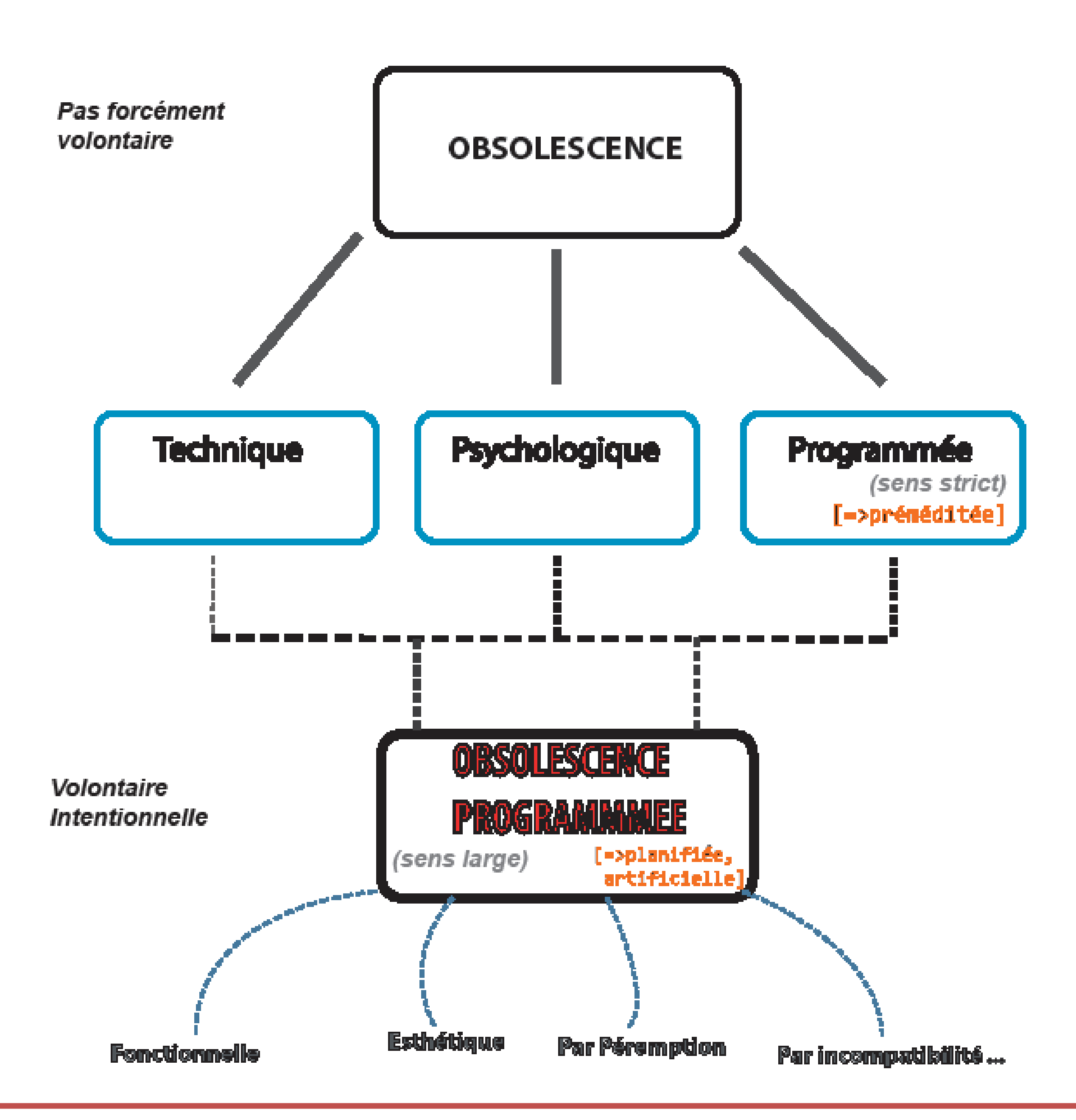
Le mot « obsolescence » remonte à la fin du XIXe siècle, avec une première définition dans le dictionnaire Littré datant de 1877. Thorstein Veblen, économiste et sociologue américain spécialisé dans la consommation ostentatoire, en parle déjà abondamment dans sa Théorie De La Classe De Loisir, en 1899.
La conscience de l'existence de l'obsolescence apparaît à l'époque où les vieux appareils tels que les poêles et les cheminées, commencent à être remplacés par des appareils ménagers plus « modernes » et plus généralement au cours des premières révolutions industrielles.

On peut classer l'obsolescence en trois types.

- Tout d'abord **l'obsolescence technique**, à proprement parler, qui désigne le déclassement des appareils dû aux différentes améliorations apportées par le progrès technique. Le progrès technique se présente comme les différentes formes d'innovations et d'améliorations des biens d'équipement. Il s'agit ici d'innovations réelles, qui présentent de véritables nouveautés (améliorent les conditions, modifient les habitudes…).
  Ainsi, la diligence est rendue obsolète par la locomotive à vapeur.

- Mais il existe également **l'obsolescence psychologique**, qui désigne la désuétude provoquée notamment par la « persuasion clandestine » (mode, pub...).
  Seules nuances entre le nouveau produit et celui devenu obsolète : le design, la présentation aux consommateurs, leur perception du produit…

- Enfin, il existe un dernier type d'obsolescence, où l'usure et la défectuosité sont volontairement planifiées par les fabricants du produit. Dans le cas où la durée de vie de l'appareil est sciemment contrainte dès la fabrication, le plus souvent par l'introduction d'un dispositif électronique ou d'une pièce fragilisée.
  On parle alors d'**obsolescence programmée**.



De nos jours, les fabricants amplifient l'obsolescence technique, jouent sur l'obsolescence psychologique, et vont même dans certains cas, jusqu'à utiliser l'obsolescence programmée au sens strict.
Cette obsolescence programmée au sens large (en rouge sur le schéma et sujet du présent dossier) est caractérisée par un mélange subtil de ces différentes formes. Non assumée et plus discrète, elle est la nature la plus répandue de nos jours.
Cette dernière n'est pas encore clairement et officiellement nommée ni définie.
On pourrait alors imaginer l'appeler obsolescence artificielle, obsolescence planifiée, obsolescence volontairement accrue ou amplifiée.
Ou alors, à l'inverse, accentuer l'obsolescence programmée au sens strict en la qualifiant de préméditée ou totalement intentionnelle.

L'Adultération, ancêtre européen de l'obsolescence programmée



Adultération du lait avec de l'eau

L'ancêtre européen de l'actuelle obsolescence planifiée peut être considéré comme le phénomène d'adultération des produits.
On employait ce terme au XIXe siècle pour parler d'une certaine forme de tricherie sur la qualité ou la quantité des produits dans le but de faire baisser les coûts et d'augmenter la demande.
Cette forme de tromperie des consommateurs était basée sur la volonté d'accélérer l'usure, le renouvellement des produits et plus généralement, la consommation.
Cette pratique frauduleuse consistait le plus souvent à ajouter un autre produit à celui commercé et vendu comme tel, sans que l'acheteur n'en soit averti ni conscient ; le produit ajouté, l'adultérant, étant bien sûr d'une valeur moindre à celui présenté, mais aussi d'une moins bonne qualité, allant parfois jusqu'à la toxicité.
Par exemple rallonger le vin ou le lait en eau. Un autre exemple avéré dans l'alimentaire concerne le miel, dans lequel on a retrouvé des fibres de mais ou de cannes à sucre après une analyse au microscope.
Cette pratique pourrait être comparée au récent scandale alimentaire de la viande de cheval, étiqueté et vendue comme du bœuf.
On la retrouve également dans le domaine pharmaceutique.
L'adultération passait aussi beaucoup par la science pour la dissimulation, science qui s'est particulièrement développée au XIXe siècle.
Elle comprend également l'utilisation de matières premières de basse qualité.

On peut rattacher cette notion à celle de l'obsolescence programmée voire même la considérer comme son ancêtre dans la mesure ou il s'agit d'une forme de tricherie sur la qualité du produit, qui manipule le consommateur en le trompant sur la qualité finale du produit et qui est pensée et incorporée dès sa conception.
Cette pratique présentait des avantages pour les fabricants car cela leur permettaient de baisser les coûts et d'augmenter la consommation : en dégradant la qualité, ils gagnaient plus et faisaient consommer plus.

L'utopiste William Morris désignait cette période en 1894 comme *l'âge de l'ersatz* et parlait de cette pratique comme «la dépravation indirecte des sciences : entre autres par le progrès de la chimie, qui ne travaille qu'à vexer le pauvre, en fournissant au commerce le moyen de dénaturer toutes les denrées : pain de pomme de terre, vin de bois d'Inde, faux café, faux indigo ; tout n'est que travestissement dans les comestibles et fabrications ».
Teinté d'idéologie socialiste, il dénonçait déjà ce genre de pratiques malhonnêtes.

D'autres critiquaient le gaspillage qu'elles engendraient comme Kropotkine, grand penseur russe, qui estimait que cela « forç[ait] le consommateur à acheter ce dont il n'a pas besoin, ou à lui imposer par la réclame, un article de mauvaise qualité. »
Des paroles qui font écho avec celles des actuels détracteurs de l'obsolescence programmée.

Toutefois, de nos jours, les composés et les méthodes de fabrications sont beaucoup plus contrôlés et encadrés par la loi à grand renfort de normes et de contrôles.
C'est en partie ce qui explique que l'obsolescence programmée d'aujourd'hui est plus discrète et moins radicale...

Cependant, alors que certains dénoncent les méfaits de cette falsification, d'autres y voient un côté positif.
C'est le cas par exemple de Paul Lafargue, socialiste français et gendre de Marx, qui avait saisi la problématique contradictoire entre produire plus et biens durables. Ce dernier assure, bien que sur un ton ironique, que « ces falsifications ont pour unique mobile un sentiment humanitaire », et rapportent des profits aux commerçants tout en assurant des emplois.

DANS CERTAINS CAS, L'ADULTERATION PEUT MEME S'AVERER DANGEREUSE…

- *Le troisième Homme* est un film noir Britannique de Carol Reed sorti en 1929.
Le personnage interprété par Orson Welles va mettre les pieds dans un véritable trafic de pénicilline. Cette pénicilline utilisée pour soignée des enfants malades est en réalité diluée avec de l'eau, véritable cas d'adultération organisée et criminelle.

- En France, le scandale des prothèses mammaires PIP trouve son origine dans l'utilisation de gel de silicone d'un prix 10 fois moins élevé que celui utilisé normalement, sans bien sur que l'information ne soit communiquée en toute transparence. (publicité inchangée)
Cette manipulation a permis à l'entreprise de réaliser un profit d'environ un millions d'euros de plus par an.
Des centaines de milliers de femmes sont aujourd'hui concernées et les risques, bien qu'encore non officialisés, semblent importants.

Cette théorie est proche de celle de Bernard London qui parlera en de mêmes termes de l'obsolescence programmée le siècle suivant.

De plus, la volonté de contrôler, ou au moins d'influer négativement sur la durée de vie des produits dans le but d'augmenter la consommation constitue également un point commun entre adultération et obsolescence programmée…

Ainsi, en 1925, Stuart Chase, économiste et ingénieur américain, décrit l'adultération dans son livre *The Tragedy of Waste* comme « l'emploi de matériaux ayant la plus courte durée de vie possible. » (en parlant de pneu et de vêtements), un parallèle de plus/donc, avec l'obsolescence programmée.

Le développement de l'Obsolescence Programmée au XXe siècle

L'adultération peut donc être considérée comme l'ancêtre de l'obsolescence programmée.
Mais c'est au XXe siècle que l'obsolescence programmée se développe réellement et que ses bases sont jetées.
Ce développement s'opère aux Etats-Unis.

Différents cas apparaissent dans les années 1920

Au cours des années 1920, plusieurs cas avérés d'obsolescence programmée voient le jour.
Qu'ils touchent le marché des ampoules ou celui des voitures, qu'ils prennent la forme de détérioration volontaire du produit, ou d'un type plus symbolique, les industriels utilisent l'obsolescence programmée sans scrupule.
Parmi ces exemples : la bataille qui a opposé Ford à General Motors et qui a aboutie à l'imposition du Modèle de Détroit, et l'opération confidentielle du Cartel de Phoebus[1].

La proposition radicale de Bernard London en 1932

Ainsi, si la pratique de l'obsolescence programmée, ou des pratiques similaires telles que l'adultération des produits, sont anciennes, l'apparition du mot et la désignation de ce concept remonte au XXe siècle.
Sa première utilisation importante et sur le plan public date de 1932, dans le livre d'un certain Bernard London, qui en a une vision macroéconomique.

En 1929, l'Amérique plonge dans la crise.
Le krach de Wall Street du 24 octobre 1929 est à l'origine de la plus grande dépression économique du XXe siècle et va entrainer déflation, chômage et faillites.
Avec la déflation, l'investissement mais surtout la consommation chutent.
Le chômage explose, passant de 5,3% en 1929 à près de 35% en 1932 (13 millions de chômeurs).

Face à cette crise économique majeure, Roosevelt, Président fraichement élu, mettra en place une politique interventionniste, le New Deal, en 1933, afin de lutter contre les effets de cette Grande Dépression.



Continued Rain
DECATUR EVENING HERALD
WALL STREET IN NEW PANIC
LAKE FREIGHTER SINKS CLAIMING LIVES OF EIGHT
SENATOR BURTON, LONG LEADER OF OHIO POLITICS AND FRIEND OF PRESIDENT HOOVER IS DEAD
FEAR SAFETY OF AIR LINER WITH FIVE ON BOARD
JOHN ROACH STRATON, NOTED FUNDAMENTALIST AND PASTOR OF CALVARY CHURCH IS DEAD
Bankers Finally Bring Selling to Halt Three Minutes Before Closing
Sidelights
AUTO LICENSES SET NEW TOTAL
Senator Watson Ordered to Take Rest in Florida
NOKOMIS TRIP RIDER KILLED

Mais en 1932, c'est une idée complètement différente qui va voir le jour à New York.
Bernard London, un courtier en immobilier, va faire une proposition assez radicale pour sortir l'Amérique de la crise.

---

[1] Ces deux exemples sont étudiés plus loin, dans <u>*Les Différents Types d'Obsolescence Programmée*</u> (p25. et p29).

Bernard London, juif originaire de Russie où il avait travaillé dans le bâtiment, arrive aux Etats Unis au début du XXe siècle et exerce essentiellement son activité dans l'immobilier et en tant qu'agent de change à New York. Il fait rapidement fortune et devient millionnaire. Il participe et investit par la suite dans de nombreux projets de constructions à New-York.
Sans doute franc maçon et sympathisant socialiste, il était également philanthrope et a participé à des projets de bienfaisance comme des constructions d'écoles pour enfants pauvres.
En 1932, il expose, dans son livre *The New Prosperity*, sa solution pour sortir de la dépression en rendant obligatoire l'obsolescence programmée.



Bernard LONDON

C'est en effet dans un court texte intitulé *Ending the Depression through Planned Obsolescence* qu'il propose d'en finir avec la crise en déclarant l'obsolescence programmée obligatoire.
C'est la première fois que le concept est officialisé et connu du grand public américain.
Il est même probable qu'il soit l'inventeur de l'expression.

Sa proposition était assez simple.
Elle se base sur le constat qu'avec la crise (« un climat de peur et d'hystérie »), les américains « utilisent tout ce qu'ils possèdent plus longtemps qu'avant la dépression».
Auparavant les gens « remplaçaient leurs vieux appareils par des neufs en fonction de la mode ou dans un soucis de tendance » à une certaine fréquence, mais maintenant ils « utilisent leurs vieilles voitures, leurs vieux pneus, leurs vieilles radios et même leurs vieux vêtements beaucoup plus longtemps » que prévu. Le rythme est modifié.

Bernard London considère donc que « les gens désobéissent à la loi de l'obsolescence ».

Il part donc du constat que la crise économique amène les gens à garder leurs objets plus longtemps alors qu'auparavant, ils avaient l'habitude, peut être excessive, reconnaît-il, de s'en débarrasser plus souvent et de les racheter aussi plus souvent.

Pour lutter contre ce phénomène, il propose que le gouvernement assigne une durée de vie maximale aux maisons, aux chaussures, aux machines, à tous les produits manufacturés au moment de leur production et de leur mise en vente.
Cette durée de vie optimale, proposait-il, pourrait être déterminée par des experts, « des statisticiens, des économistes et des mathématiciens compétents ».
Il cite comme exemple 5 ans pour les voitures ou 25 ans pour les maisons.

Les ménages achèteraient donc des produits dont la durée de vie serait fixée par le gouvernement ; une fois arrivés au terme de leur temps imparti, ces objets seraient alors considérés comme **« légalement 'morts' »**.

Leurs propriétaires devraient alors rapporter ces biens dans des organismes gouvernementaux (« situées à des endroits stratégiques pour la commodité de tous ») afin qu'ils soient détruits, au risque de quoi ils se verraient attribuer une amende.

Cette solution a été envisagée par Bernard London dans le but principal de résorber le chômage et de répondre à trois enjeux majeurs :

- Mettre de l'ordre dans le chaos économique et créer des occasions d'emplois
- Lutter contre un « énorme gaspillage social » de ne pas faire usage du « pouvoir de travail » d'hommes et de femmes contraints à rester bras croisés.
- Assurer un revenu annuel à l'État d'au moins 25 à 50 % de l'ensemble des bâtiments, des machines et produits déclarés obsolètes.

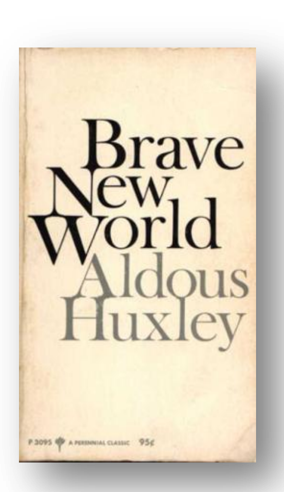
En 1932, Bernard London propose donc une « solution » à la crise qui passe par la mise en place d'une planification obligatoire et encadrée par la législation de l'obsolescence.

La mort des objets à une certaine date fixée par le gouvernement qui assure par la suite leur destruction alors même qu'ils sont en état de marche, implique un remplacement systématique et un rachat forcé de ces mêmes produits, assurant une consommation élevée.
Obsolescence programmée et consommation forcée sont alors des piliers de l'économie.

Des doutes sur la motivation première de Bernard London peuvent apparaître. Il était en effet philanthrope et son but principal aurait pu être des améliorations sociales comme le plein emploi, renforcé le pouvoir d'achat des ménages…

Dans ce cas l'obsolescence programmée ne résulte pas de l'introduction d'une défaillance, d'une mode ou autre, mais d'une décision légale.

Roosevelt ne retint en tout cas pas cette option et il lança en 1933, sa politique interventionniste grâce au New Deal.



Mais 1932 est aussi l'année de la sortie du livre *Brave New World* (*Le Meilleur Des Monde*) d'Aldous Huxley, véritable utopie dont un passage fait réellement écho aux propos de Bernard London et à son utopie à lui.
En effet, dans le monde utopique que décrit Huxley, une des valeurs transmises aux enfants est qu'il est préférable de jeter plutôt que de réparer (« Ending is better that mending »). Cette idée n'est pas intégrée par les enfants au cours d'un processus de socialisation classique, mais elle leur est inculquée pendant leur sommeil, par hypnopédie[1].

[1] Endoctrinement durant le sommeil

Le sophisme de la vitre cassée

Ce que préconise Bernard London est une véritable destruction permanente de biens d'équipement et de production encore fonctionnels pour assurer un flux régulier de consommation et relancer l'économie.
Au XIXe siècle Bastiat et son *sophisme de la vitre cassée* avaient démontré qu'un tel raisonnement était absurde.

-

September 11, 2001 : World trade Center Terrorist Attacks

« L'attaque terroriste [...] pourrait faire du bien à l'économie. »

Paul Krugman, (14/11/2001)

11 Mars 2011 le japon est frappé par un séisme de magnitude 9

« Le bon côté du tremblement de terre du Japon »

Presse

Seconde Guerre Mondiale

« Et il a fallu [...] la deuxième guerre mondiale pour sortir l'économie de la récession. »

Non identifié

A la suite de chaque catastrophe, qu'elle soit naturelle, accidentelle ou terroriste, pour toutes ces choses qui impliquent une destruction matérielle massive, vous trouverez toujours quelqu'un pour vous dire que c'est en fait une bonne chose pour l'économie et que cela va créer des emplois.

Fréderic Bastiat prend comme modèle une situation très simple.
Le fils du bourgeois Jaques Bonhomme casse le carreau d'une vitre de la maison familiale.
Le père pique une colère et les habitants rassemblés lui trouvent tous comme consolation, qu' « à quelque chose malheur est bon », que « de tels accidents font aller l'industrie ».

Dans son livre, Bastiat différencie les *choses que l'on voit* et *celles que l'on ne voit pas*.
A supposer que Mr. Bonhomme dépense six francs pour réparer sa vitre, l'accident fait donc arriver six francs à l'industrie vitrière. Le vitrier va venir changer la vitre cassée et touchera 6 francs[1].

Selon Bastiat, il s'agit ici de « *ce que l'on voit* », c'est à dire les effets immédiats et à court terme qu'implique la réparation.
On peut ensuite se dire que le vitrier qui a reçu cet argent peut le dépenser au restaurant, pour s'acheter du pain ou des habits, aller au cinéma, faire ce qu'il aime. Cela va créer des emplois pour d'autres gens et l'argent va circuler dans l'économie (effet domino du boulanger à l'architecte, qui lui même va le dépenser chez le tailleur, qui va aller chez le boucher... et ainsi de suite), en stimulant l'activité économique et en rendant tout le monde plus riche.
Tout cela parce qu'un enfant a lancé une pierre ou un ballon dans une fenêtre et qu'il a alors fallu la remplacer.

[1] 6 F en 1850 correspond à 16,3 euros de pouvoir d'achat en 2011.



Dans ce cas, pourquoi empêcher la destruction des biens ? Levons une armée d'enfants casseurs de vitres, parce qu'après tout, cela nécessiterait de nouvelles dépenses qui nous rendraient plus riches et qui favoriseraient la création d'emplois. Une nouvelle voie vers la prospérité ; détruire, casser des choses, puis dépenser de l'argent à les remplacer.
La frontière avec ce que proposait B. London est mince.

Mais il ne s'agit que de *ce que l'on voit*, en oubliant *ce que l'on ne voit pas*.
Ce que nous ne voyons pas est ce qu'aurait pu faire Mr Bonhomme de cet argent s'il ne l'avait pas
dépenser à changer une vitre, c'est-à-dire le coût d'opportunité de cette dépense.

Il aurait pu consacrer cette somme à l'achat d'un nouveau livre, favorisant ainsi le commerce du libraire, qui aurait pu lui même dépenser cet argent pour se nourrir, transmettant alors cet argent à une épicerie, l'épicier pourrait à son tour le faire circuler, chez son coiffeur par exemple… etc.
Ou alors, M. Bonhomme aurait pu l'épargner, et l'argent aurait été prêté à quelqu'un souhaitant lancer son affaire.
Le monde aurait alors gardé cette vitre et aurait bénéficié de tous les avantages supplémentaires qui ne se seraient pas développés si la vitre n'avait pas d'abord été cassée.

Bastiat reconnaît donc que le coût de réparation de la vitre cassée bénéficie bien directement à l'industrie vitrière. *C'est ce que l'on voit*.
Mais il contredit la conclusion selon laquelle, il en résulte un bénéfice pour l'industrie tout entière, car cela ne prend pas en compte les autres usages qu'il aurait pu faire de cet argent (le cout d'opportunité du remplacement de la vitre). *C'est ce que l'on ne voit pas.*

Si son fils n'avait pas brisé la vitre, Jacques Bonhomme aurait eu « tout à la fois la jouissance d'une paire de souliers et celle d'une vitre », si l'on considère qu'il consacre ce même argent à l'achat d'une paire de chaussures.

Ainsi Bastiat considère en généralisant cette mise en situation, que « la société perd la valeur des objets inutilement détruits », et conclura que **« la destruction n'est pas profit »**.

Bastiat dissipe donc l'illusion que la destruction de biens matériels pourrait stimuler l'activité économique, comme le proposait London pour sortir de la Grande Dépression.

La destruction ne crée pas la richesse ; la destruction détruit la richesse.

L'obsolescence programmée suscite le débat

Prémices d'un débat

- Sur le plan public

En 1936, Lewis Mumford explique dans un article que personne ne se porte mieux du fait d'avoir du mobilier qui tombe en morceau en quelques années ou des vêtements qui n'ont plus d'allure avant la fin de la saison. Les seuls bénéficiaires d'avantages sont les producteurs et les industriels, c'est-à-dire la société de consommation et la société de croissance, à qui profite cette mort toujours renouvelée de nos achats.

- Dans le milieu professionnel

Les années 1940 sont marquées par un scandale industriel concernant la fabrication textile des bas en nylon que portaient à l'époque la quasi totalité des femmes.

Avant de poursuivre, il est nécessaire de faire une petite précision pour les membres de la gente masculine. Sachez Messieurs que le principal problème avec une paire de collants en nylon, et n'importe quelle fille vous le confirmera, c'est que ces derniers « se filent », c'est à dire se déchirent légèrement, puis la déchirure s'agrandit ; il ne reste plus qu'à les mettre à la poubelle et à en racheter d'autres.

Dans les années 40, donc, l'entreprise de chimie américain Du Pont de Nemours met au point une fibre synthétique révolutionnaire très résistante, ne subissant pas ou que très peu l'épreuve du temps et de l'usure. De cette fibre sont produits des bas.


Une solidité à toute épreuve

Les femmes qui les ont portés à l'époque en étaient ravies, et en parle dans des termes élogieux, reconnaissant une résistance impressionnante et une capacité à ne pas filer.
Tout le monde reconnaissait et s'enthousiasmait de leur solidité capable de tracter jusqu'à une voiture !

Mais bientôt un problème se posa.

Non pas pour les consommateurs, qui étaient très satisfaits, mais pour les fabricants, qui les trouvaient *trop* bien.
En effet, du fait de leur résistance et parce qu'ils ne filaient pas, ces bas en nylon étaient moins renouvelés qu'avant.
Ce phénomène se fit ressentir sur les ventes et l'entreprise DuPont de Nemours les fit fragiliser en modifiant leur conception.



Processus expérimental de fragilisation

Elle chargea alors ses ingénieurs et ses chimistes de le faire afin que les bas filent plus souvent.
Pour cela, il leur suffit de réduire la quantité d'additifs qui protégeaient le tissu des rayons ultraviolets du soleil.
La longévité des bas se trouva alors réduite.

Ces nouveaux bas furent commercialisés en remplacement des anciens jugés trop solides. La transition fut progressive.
Et les bas des dames recommencèrent à filer de nouveau, ce qui relança la consommation, et donc les ventes.

La même entreprise qui avait développée des bas solides se retrouva à les fragiliser volontairement et à programmer leur destruction.

Quand la fiction rejoint la réalité…

Le film britannique *The Man With The White Suit* (L'Homme aux Complets Blancs) sorti en 1951 met en scène une histoire assez similaire au scandale des bas nylon.
Le héros du film invente un tissu exceptionnel qui ne s'use pas et qui repousse la saleté, restant toujours impeccablement blanc. Sa découverte est incroyable mais bientôt il se retrouve poursuivi par les patrons de son usine qui craignent la faillite et la baisse des ventes, mais également par ses employés et leurs syndicats qui le voient comme une menace pour leurs emplois et pour la pérennité de l'entreprise. L'entreprise lui propose de racheter son invention au prix fort dans le seul but de la détruire, mais il refuse et a l'intention de le présenter à la presse.



Cette intrigue, bien que fictive, tout comme l'affaire, quant à elle bien réelle, des bas en nylon DuPont, illustrent la nécessité de l'obsolescence programmée pour l'économie. La logique du système capitaliste étant de faire toujours plus de profits.

Brooks Stevens, apôtre de l'obsolescence programmée dans l'Amérique d'après guerre

« L'obsolescence programmée : le désir du consommateur de posséder quelque chose d'un peu plus récent, un peu plus performant, un peu plus tôt que nécessaire... » 

Brooks Stevens

Dans les années 1950, l'idée de l'obsolescence planifiée resurgit dans la société, mais avec une différence cruciale : au lieu d'*imposer* l'obsolescence programmée aux gens, elle les *séduirait*...

Un homme, Brook Stevens, en fait l'éloge assumée et parcourt l'Amérique dans le but de promouvoir cette pratique, à grands coups de discours et de conférences.
Ce brillant designer qui créé des appareils ménagers comme des tondeuses, des frigos, mais aussi des voitures et des trains, prend le rôle d'apôtre de l'obsolescence programmée dans l'Amérique d'après guerre, une Amérique où le design du produit prend de plus en plus d'importance dans le désir du consommateur.

On note également que depuis quelques années, la direction de l'industrie passe des mains des ingénieurs aux mains des designers. Ce qui traduit un passage à une obsolescence majoritairement de style (esthétique).

Brook Stevens prône une approche commerciale nouvelle et à l'opposée de celle des européens de l'époque, à qui il reproche de vouloir « concevoir le meilleur produit et le plus durable », avec l'exemple d'un costume européen dans lequel on se marie et on se fait enterrer « sans avoir [eu] l'occasion d'en changer ».
L'approche américaine qu'il prône, vise à « **rendre le consommateur insatisfait du produit** dont il a profité quelques temps, afin qu'il le mette sur le marché de l'occasion **pour acquérir un produit dernier cri, au design novateur**. ».

Il ne s'agissait pas ici d'obsolescence programmée au sens strict (aucun produit n'était conçu pour tomber en panne), mais plutôt d'une obsolescence dite plus symbolique, jouant sur l'esthétique, amplifiant les désirs des consommateurs et modifiant leur perception des objets qu'ils possédaient déjà. Seul le design, et non pas des améliorations techniques, modifiaient les nouveaux objets.
Au final, ils devenaient tout de même obsolètes, mais pas techniquement, plutôt démodés ou « ringards », et forçaient moins le consommateur à changer d'appareil.
Le choix final revenait au consommateur et n'était que suggéré, même si l'influence et le pouvoir persuasif de la pub ne doivent pas être négligés.

De telles idées, exposées si ouvertement, ont pu dérangé l'opinion publique.
Il affirmera plus tard que « tout le monde sait bien que nous écourtons volontairement la durée de vie de ce qui sort des usines... », introduisant ainsi le débat sur l'obsolescence programmée.

Le débat s'empare de la société

Toujours dans les années 50, lorsque l'obsolescence programmée s'est peu à peu généralisée avec le développement de la société de consommation, un vif débat s'est emparé de la société, autant sur le plan professionnel avec les ingénieurs et les designers, que sur le plan public, avec le début des contestations des consommateurs.

- <u>Dans le milieu professionnel</u>

La confrontation d'idées a d'abord agité le monde de l'industrie, touchant tous les secteurs.

Certains ingénieurs voient en l'obsolescence programmée un « crime contre la loi naturelle de Dieu de gaspiller ce qu'il [leur] a donné », c'est-à-dire les ressources naturelles.

Les ingénieurs qui sont pour la fabrication de produits solides et durables, déplorent que les États Unis « transforme[nt] des ingénieurs en destructeurs » [1].

Mais en face, les partisans de l'obsolescence programmée, les ingénieurs et designers de « la nouvelle vague », à l'image de B. Stevens, plaident pour une conception de produits toujours plus jetables et aux durées de vie déterminées.

Ce sont finalement ces derniers qui se sont imposés, et force est de constater que de nos jours, on enseigne même l'obsolescence programmée dans nos écoles d'ingénierie et de design ; on la retrouve le plus souvent sous la dénomination de « cycle de vie des produits de consommation ».

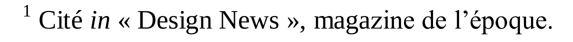
- <u>Sur le plan public</u>

Mais le débat est également public et la place de l'obsolescence planifiée dans l'économie inquiète et soulève des questions, surtout vers la fin des années 1950.

The Rotarian **(Fev. 1960)**

C'est par les différents médias que la parole de chacun peut se faire entendre et que des intellectuels exposent leurs points de vue.

D'abord dans les journaux et les périodiques, comme par exemple avec le magazine *The Rotarian* qui titre en 1960 « *Planned Obsolescence is it fair* ? ».
Déjà alors, la question de l'éthique se pose et les avis divergent.
Brooks Stevens argumentera en faveur de l'obsolescence programmée alors que d'autres la condamneront.

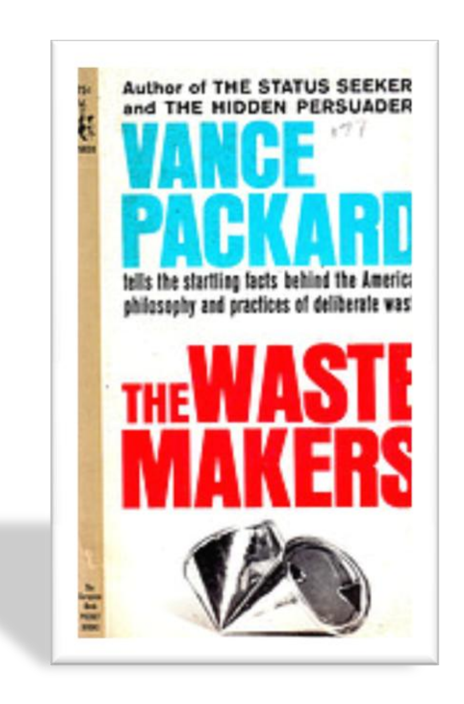


[1] Cité *in* « Design News », magazine de l'époque.

Bientôt les associations de consommateurs prennent conscience du problème. Ils se questionnent sur l'obsolescence programmée et sur les techniques des fabricants.
Les associations et des magazines comme *Home Furnishing Daily* font alors des tests sur la durée de vie et la fragilité des produits.
Il en ressort que globalement, l'obsolescence programmée touche plusieurs domaines avec comme appareils les plus vulnérables : les machines à laver, les réfrigérateurs, les séchoirs, les télévisions, les cuisinières...
Certains organismes de défense des consommateurs prennent alors le rôle de lobbies et font pression sur les pouvoirs publics pour influer la législation. Ces opérations aboutissent notamment sur des lois sur la garantie.

Le débat contribue à une prise de conscience et marque le début des contestations importantes des consommateurs.
On trouve même une référence à l'obsolescence programmée dans la célèbre pièce d'Arthur Miller, « *Mort D'un Commis Voyageur* » en 1949, où un personnage exprime sa colère dans une réplique assez virulente : « [Ces produits] sont conçus par les fabricants pour tomber en panne dès que la garantie se termine. »

En 1960, Vance Packard, écrivain, économiste et sociologue, analyse l'obsolescence programmée dans son livre « *The Waste Makers* », souvent traduit en français sous le titre « *L'art Du Gaspillage* ».



Dans ce livre, Packard démonte le système bien élaboré du gaspillage dans la société américaine.
Il y explique que *les faiseurs de gaspillage* ont une place de premier plan dans l'économie américaine, qui ne peut fonctionner sans eux et inversement. La production toujours plus abondante de biens de consommation implique aussi la mise en place d'une éthique collective du gaspillage qui la régit, mais se heurtera, un jour, à l'épuisement des ressources naturelles.

Il imagine notamment, dans son livre, un monde où tous les immeubles, les voitures et les montres, tous fait de matériaux plastiques ou de papier mâché, auraient un temps d'utilisation réduit à l'extrême si bien qu'à peine utilisés, les objets seraient jetés (ville utopique de *Cornucopiacity*).
Puis il démontre que ce rêve est de plus en plus réel, de moins en moins imaginaire ; que la surconsommation engendre l'apparition de nouvelles valeurs comme l'hédonisme[1], le manque de vie active et la satisfaction de soi. Ces valeurs sont alors renforcées par la publicité et les comportements sont alors influencés par le commerce, ce qui transforme les américains en hyper consommateurs, impulsifs, voraces et gaspilleurs.

[1] Doctrine philosophique centrée sur la recherche du plaisir

Vance Packard énumère ensuite les techniques mises en place par les industriels pour amplifier ce phénomène de surconsommation et de gaspillage.
Il met d'abord en avant l'importance de la publicité pour manipuler les désirs des consommateurs et leur en créer des nouveaux dont ils n'ont en réalité pas besoin.
Cette publicité, dit-il, doit exposer des arguments convaincants et plausibles pour convaincre les acheteurs, mais aussi développer les mentalités de dilapidation en encourageant indirectement à jeter les choses après les avoirs utilisées un certain temps, pourtant non en état de mort technique.
L'obsolescence technique plus ou moins artificielle fait aussi partie de ces techniques en essayant de rendre un produit obsolète par la mise sur le marché de produits toujours plus innovants, et présentés par la publicité comme révolutionnaires alors qu'ils ne le sont pas forcément.
Ce sentiment est souligné par l'obsolescence de désirabilité qui consiste à rendre les anciens modèles « ringards », en soulignant son aspect vieux et démodé.
Walter Dorwin Teague, célèbre designer, résume dans *The Rotarian* cette idée : « quand le design se prostitue de cette façon, sa propre logique disparaît et de drôle de résultats apparaissent. » et « La pratique consistant à démoder les modèles antérieurs alors que les nouveaux modèles n'ont rien de mieux à apporter et connu comme *obsolescence programmée* ou *obsolescence artificielle* ; […] mais [le terme] le plus approprié serait encore tout simplement *escroquerie*. ».



Le *scooter* revisité par W. D. Teague

Il existe aussi l'obsolescence que Vance Packard appelle « de qualité », et qui consiste à diminuer la qualité d'un produit pour augmenter sa fréquence de rachat.
Parmi les autres techniques évoquées certaines sont de jouer la confusion des prix pour limiter les comparaisons, ou encore inciter les crédits.

Vance Packard dénonce aussi une altération de valeurs au sein de la famille et dans certaines catégories de métier comme les hommes d'affaire. Il élargit sa critique en parlant d'une éthique collective propre aux industries.

Son livre est rapidement devenu un *best seller* vendu à des millions d'exemplaires.

Interviewé à la télévision, Packard fait part de son pessimisme envers l'avenir, déplore que la surconsommation modifie les mentalités et que les gens deviennent plus complaisants à ce type de pratiques imposées, sans réelle opposition.

L'imposition progressive et non pas brutale, comme pour le changement des bas, est en effet un instrument efficace pour la manipulation de masse[1], généralement volontaire.

---

[1] Il s'agit de l'une des *Dix stratégies de manipulation de masse* de Noam Chomsky.

Obsolescence programmée et Guerre Froide

Capitalisme et communisme, deux approches différentes de l'obsolescence planifiée.



A l'époque où l'obsolescence programmée s'impose peu à peu et provoque des débats, les États Unis sont dans une guerre indirecte contre l'URSS.
A la fin des années 1950, aucune des deux hyper puissances ne semble désignée vainqueur. Il est donc encore possible de voir le communisme s'imposer.
Mais que ce passe-t-il de l'autre côté du rideau de fer ?

L'économie du système communiste est basée sur la planification de l'État, la mise en commun et le partage du travail et des richesses.
Le système étant égalitaire, il ne laissait aucune place à l'obsolescence programmée qui aurait été dénuée de sens dans la société communiste.

La fabrication de biens durables et solides était à l'inverse encouragée. Des normes étaient fixées, garantissant une période d'état de marche élevée ; en Allemagne de l'est, les canapés devaient par exemple durer 25 ans. On a même retrouvé des frigos en parfait état de marche (lampe comprise) dont la conception était encore encadrée par le régime communiste et datant de près de 25 ans.

En 1981, une usine de Berlin Ouest lance un nouveau produit : une ampoule de très longue durée.
Au cours d'une foire internationale où elle est présentée la même année, elle suscite l'incompréhension de certains occidentaux (capitalistes) qui reprochent aux représentants de l'usine de « détruire leurs propres emplois » en lançant des produits pareils.
Au final ils refuseront d'acheter l'ampoule.

Après la chute du mur en 1989, la production d'ampoules sera arrêtée et l'usine fermée.

Avec la victoire du capitalisme sur le communisme, la société de consommation et de surconsommation, liée à l'obsolescence programmée, se sont finalement imposées partout dans le monde.

Par la suite la diffusion de l'American Way Of Life et la mondialisation ont contribué à sa diffusion.

LES DIFFERENTS TYPES D'OBSOLESCENCE PROGRAMMEE ET AUTRES CAS D'APPLICATION

L'Obsolescence Programmée se décline en différentes formes, plus ou mois directes, plus ou moins intentionnelles, plus ou mois techniques ou psychologiques.
Alors que certaines impliquent d'ajouter sciemment des défauts de fabrication, d'autres jouent plus sur la psychologie des consommateurs et l'esthétique des objets.
Toutes visent à diminuer artificiellement la durée de vie ou d'utilisation des produits.

1) L'Obsolescence programmée fonctionnelle

On pourrait aussi parler d'obsolescence programmée technique ou de conception. Elle correspond à la défectuosité.

Ce type d'obsolescence planifiée est celui qui se rapproche le plus de l'obsolescence programmée dans son sens strict. Elle représente la forme la plus intentionnelle de la part des fabricants, et ce au moyen de dispositifs techniques, intrinsèques au produit.

Elle est constituée de l'introduction d'une pièce volontairement défaillante ou qui le deviendra au bout d'un certain temps choisi, rendant ainsi l'appareil hors d'usage.
Mais elle implique aussi toute une dimension de baisse anticipée de qualité toujours dans une optique d'obsolescence plus rapide.

Dans tous les cas, il s'agit ici de défauts de conception ajoutés sciemment, qu'ils soient de défectuosité ou de qualité.

Tout d'abord, lors de la conception du produit, ses fabricants peuvent prévoir de limiter sa durée de vie au moyen d'une panne ou d'un dysfonctionnement qui surviendrait après une certaine durée d'utilisation.
Cette prévision de mort fonctionnelle de l'appareil est le plus souvent fixée précisément par les constructeurs et les ingénieurs et s'exprime généralement en terme d'un certain nombre d'utilisation du produit (cycle d'utilisation du produit).
Cela correspond évidemment à une durée dans le temps moyenne, mais qui peut différer selon la fréquence d'utilisation de l'appareil par son ou ses propriétaire(s).

Concrètement ce qui permet la panne est le plus souvent un dispositif électronique qui mémorise le nombre d'utilisation ou de mise en marche de l'appareil.
Au bout d'un certains nombre de fois fixé par le fabricant, l'appareil présente une panne et n'est plus inutilisable.



La réduction de la durée de vie (dans le but que le produit soit remplacé plus rapidement), peut aussi passer par une diminution générale de la qualité du produit, l'amenant ainsi à se casser ou à tomber en panne « tout seul ».

Cela passe par exemple par l'utilisation de matériaux de mauvaise qualité, ou par une contrainte de la longévité réelle du bien ou même de son potentiel.

Mais l'utilisation de matériaux de mauvaise qualité peut aussi y contribuer, même si la frontière entre obsolescence programmée due au raccourcissement de la durée de vie par réduction volontaire de la qualité, et économie des couts de production (lié à vente compétitive, prix de vente compétitif) demeure.

Toutefois, l'affaiblissement de la qualité ou du potentiel d'un bien sont des pratiques réellement utilisées comme avec l'exemple des bas nylon et représente une forme d'obsolescence programmée fonctionnelle.

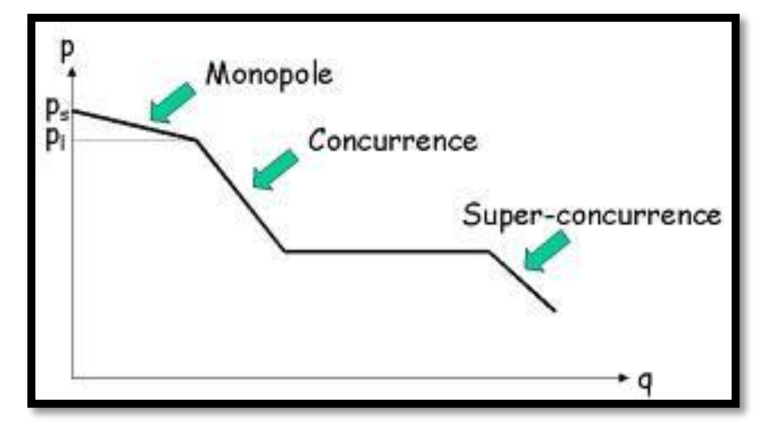
En plus de ces deux aspects ayant pour but de limiter la durée de vie et d'accélérer la fréquence de rachat d'un produit, il existe une autre caractéristique **également intrinsèque** au produit ; il s'agit d' empêcher ou de rendre difficile la réparation des produits par des éléments physiques constituant le produit, comme des pièces collées ou moulées dans le matériaux externe le rendant alors indémontable et irréparable, ce qui bouscule le rachat.
Mais cela, bien que caractéristique intrinsèque au produit, constitue plutôt une obsolescence indirecte[1], c'est pourquoi nous avons décidé de l'intégrer dans le type d'obsolescence indirecte.

[1] Cf. *L'O.P Indirecte* (page 30)



Mais la programmation de ce type d'obsolescence se heurte à un problème de taille pour les industriels : la concurrence.
En situation de concurrence, il est plus difficile de vendre un produit dont la qualité est volontairement altérée et la durée de vie manifestement limitée. De plus, la longévité peut être un argument de vente chez d'autres fabricants.

C'est pourquoi la solution consiste donc soit à avoir le monopole de vente sur un produit, on peut ainsi en faire ce que l'on veut (augmenter les prix, réduire la durée de vie...), soit à créer des situations monopolistiques, notamment par la formation de cartels, ententes illicites et secrètes, pour pouvoir contrôler les caractéristiques d'un produit et que l'on retrouverait a l'identique chez tous les vendeurs de la coopération.



Le monopole, une situation de concurrence imparfaite où se confrontent un seul offreur et une demande nombreuse.



Un exemple de monopole commercial serait les produits de la firme Apple à ses débuts car cela est moins vrai maintenant, elle était la seule à proposer certaines gammes de produits, pouvant ainsi leur appliquer ce qu'elle voulait.

Mais voyons maintenant un exemple de l'autre cas, celui de la situation monopolistique par l'entente illicite avec une des applications la plus emblématique de programmation de l'obsolescence : l'affaire du cartel de Phoebus.

LE CARTEL DE PHOEBUS



L'ampoule centenaire

Il existe à Livermore, en Californie, dans une caserne de pompier, une ampoule qui n'a cessé de briller depuis prés de 110 ans.
Cette ampoule a été assemblée à Shelby dans l'Ohio il y a plus d'un siècle, et son filament mis au point par Adolphe Chaillet.
Bien que sa tension soit faible et sa capacité d'éclairage assez limitée maintenant, elle est la preuve que l'Homme est capable de créer une ampoule qui dure longtemps, très longtemps...

Lorsqu'elle a été créée et commercialisée a la fin du XIXe siècle par Edison, l'ampoule à filament avait la capacité de briller durant près de 1 500 heures.
Dans les années 1930, sa capacité était d'au moins 2 500 heures, bien que certaines pouvaient briller beaucoup plus longtemps.
Leur longévité était alors un argument de vente sur un marché encore concurrentiel…



Le cartel de Phoebus en 1925

C'est à Genève, en décembre 1924, qu'un cartel international de producteurs d'ampoules à incandescence est créé. Il rassemble des compagnies de toutes nationalités, *General Electric* pour les Usa, *La Compagnie des Lampes* pour la France ou encore *Osram* en Allemagne et a pour but de contrôler la production d'ampoules dans le monde.

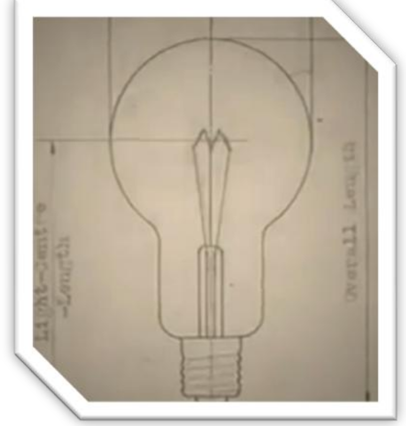
Ce cartel pris le nom de Phoebus.

Les membres du cartel de Phoebus mettaient en commun leurs brevets et leurs licences commerciales. Phoebus régulait la production globale des ampoules et visait à contrôler aussi la consommation. Ainsi, un renouvellement régulier d'ampoules de la part des consommateurs et surtout à une fréquence plus élevée qu'à l'heure actuelle, leur seraient bénéfique à tous.

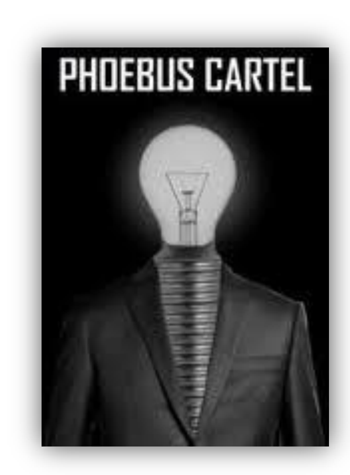
Phoebus débattu donc de la durée de vie des ampoules et en arriva à la conclusion suivante : il fallait la reduire.

Un comité spécial est créé en 1925, il s'agit du comité des 1 000 heures, dont le but est de **réduire techniquement la durée de vie des ampoules à 1 000 heures**
C'est à dire diviser la durée de vie moyenne des ampoules par 2,5.

Ce comité va alors faire pression sur les fabricants pour qu'ils conçoivent des ampoules plus fragiles et n'excédant pas 1000 heures de durée de vie.
Des tests sont effectués et les modèles sont développés pour chaque entreprise.

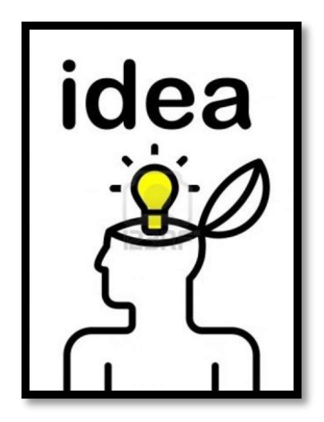

Schéma d'une ampoule de l'époque

Le Cartel et le comité étaient régis par une administration très élaborée. Tout était très organisé et cela passait par des contrôles fréquents et des rapports mensuels étaient exigés. De plus, un système d'amende fut même mis en place pour pénaliser toutes les entreprises dont la durée de vie des ampoules produites dépassée encore 1 000 heures.
Bientôt dans la fin des années 1930 tout les membres du Carte de Phoebus parvinrent à s'aligner sur les 1 000 heures ; en 1940,_ils avaient réussit à faire passer la durée de vie à 1 000 heures et toutes les ampoules disponibles sur le marché étaient désormais bridées...



En 1942, le cartel illégal est découvert et une plainte est déposée par le gouvernement américain contre *General Electric* et d'autres firmes.
Mais malgré un procès de 11 ans et la contrainte en 1953 à lever leur restriction, la programmation de l'obsolescence des ampoules instaurée par le Cartel De Phoebus demeura, et son influence peut se sentir encore aujourd'hui. (des brevets de fabrication pour des ampoules de 100 000 heures n'ont jamais été exploités…).

L'ampoule centenaire de Livermore a quant à elle pour le moment brillé prés d'un 1 000 000 000 d'heures.
Son image est continuellement retransmise en direct sur un site internet.
Elle a déjà survécu à deux webcams.

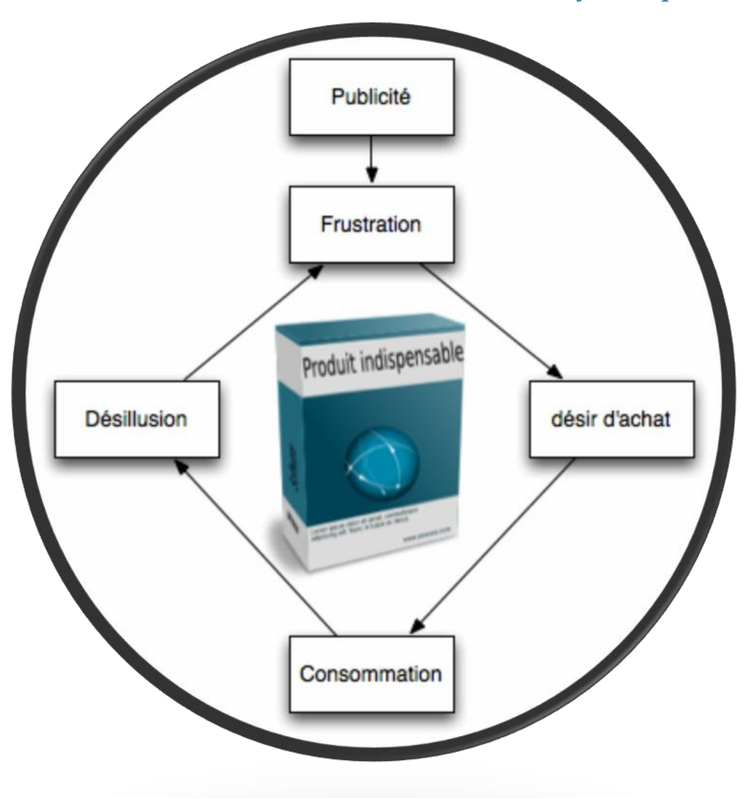


Bien que symbole de l'idée et de l'innovation, l'ampoule a été une des premières victimes de l'obsolescence programmée.

2) L’Obsolescence programmée symbolique

L’obsolescence symbolique est plus rentable en terme de profit que l’obsolescence programmée fonctionnelle.
Cette forme d'obsolescence planifiée intervient avant même que le produit ne soit en état de « mort technique » ou qu'il ne présente une quelconque panne.

Mécanismes de l'obsolescence artificiellement symbolique



Il s'agit d'une séparation de bien causé par l'absence soudaine d'attrait qu'on lui accorde, au profit d'un bien de substitution que l'on désire à la place, parce qu'il est nouveau, un peu meilleur ou différent, ou que l'on nous a convaincu que notre « ancien » appareil se trouve « démodé », « dépassé » ou « ringard ».

Il s'agit d'une obsolescence programmée subjective qui touche surtout les produits vestimentaires par la mode, mais aussi les produits électroménagers ou même les téléphones portables.

Elle comprend deux dimensions principales : un aspect psychologique propre à la race humaine (mais sur laquelle jouent les publicitaires), et un autre aspect plus esthétique, concernant le design du produit lui même.

Tout d'abord, il existe donc des constantes anthropologiques propres aux Hommes.
Parmi celles-ci on retrouve un plaisir lié à la consommation ostentatoire, à la dépense, voire même au gaspillage.
La propension au luxe et à l'étalage de ses richesses se retrouvent déjà dans les sociétés romaines avec les fêtes orgiaques propres à la décadence de Rome.
Cette consommation ostentatoire, dont un exemple actuel est d'arborer une Rolex symbole pour certains de réussite sociale, résulte bien d'une dimension psychologique.

Ainsi l'Homme est généralement attiré par le luxe et la dépense.

Mais ces désirs et prédispositions sont attisés et amplifiés par les publicitaires et les industriels.

Donc, même si la mode est très ancienne et variée (on a retrouvé des modes dans la décoration à Pompéi, les modes vestimentaires chez les Romains...), les effets de mode sont souvent provoqués et amplifiés par les campagnes publicitaires et les actions marketing.

L'effet de mode est l'augmentation de la consommation d'un produit dû à sa simple popularité. La pression sociale est un élément important qui incite souvent au conformisme. La publicité crée un idéal social.

Ce phénomène est amplifié par la publicité, qui passe notamment par la dévalorisation indirecte des anciens produits. Le design est également important.



Le bandana, démodé ?

Mais des produits démodés peuvent également connaître *l'effet boomerang* et être de nouveau *fashion* par la suite.

Mais l'Homme est aussi attiré par le nouveau et le neuf. Sorte de *néophilie* qui fait première des causes de remplacements l'attrait pour le nouveau.

Cela explique pourquoi les producteurs sont plus tentés de toujours sortir des nouveaux modèles, et de les présenter comme révolutionnaires et aux innovations sans précédents, alors même qu'elles sont en réalité assez subtiles et très secondaires.



Par exemple le téléphone portable qui a la même capacité à appeler mais que l'on va changer (en moyenne tous les 20 mois) pour le dernier jeu à la mode ou la dernière fonctionnalité qui « rend cool », alors que leur durée de vie moyenne est de 4 ans.

Les femmes sont plus touchées par cette obsolescence symbolique.

A noter également, la contre influence de la religion et de la morale qui luttent contre le gaspillage et l'inutilité du renouvellement constant.

De nos jours, cette obsolescence planifiée symbolique cible de mieux en mieux les gens individuellement. La collecte de données et de centres d'intérêts personnels se fait surtout par les nouvelles technologies. Avec internet, par exemple, Facebook utilise les mentions et les goûts affichés de ses utilisateurs pour les revendre à des publicitaires et à des entreprises. Ces derniers pourront alors proposer des produits adaptés à chacun.

LE MODELE DE DETROIT

Dans les années 1920, la concurrence est acharnée entre deux des plus grandes entreprises automobiles américaines.
Henry Ford et Alfred Sloan, patron de General Motors, se livrent une bataille pour se démarquer de l'autre et vendre plus.
Ford, qui a notamment introduit le principe du travail à la chaine, était attaché à la durabilité et la qualité de ses produits. Leur robustesse et leur longévité garantissaient ses voitures pour un usage prolongé.



La robuste Ford T

En 1923, Sloan décide de mettre fin au monopole de la Ford T.
Devant le constat qu'il ne pourra pas battre Ford sur le plan technique, il va utiliser ses talents en marketing et passer par l'obsolescence intentionnelle psychologique.

La Ford T n'était ni très confortable, ni très pratique (démarrage à la manivelle) et ni non plus très belle en terme de forme et de couleur.



Alfred Sloan (1875-1966)

Sloan décida donc que General Motors sortirait un nouveau modèle tout les ans et d'inciter le consommateur à en changer tous les trois ans. (durée moyenne nécessaire pour rembourser l'emprunt du précèdent achat)
La concurrence fut rude pour Ford car la stratégie de Sloan fonctionnait, surtout auprès des femmes.
Et Ford fut contraint à se calquer sur le rythme de sortie de nouveaux modèles de General Motors en 1932 après des chutes successives de ventes.

Hearley Earl de General Motors dira plus tard en 1955 : « Notre principal travail est de **hâter l'obsolescence**. En 1934, le changement de voiture se faisait tous les cinq ans en moyenne ; maintenant c'est tous les deux ans. Quand ce sera un an, on aura un résultat parfait. »

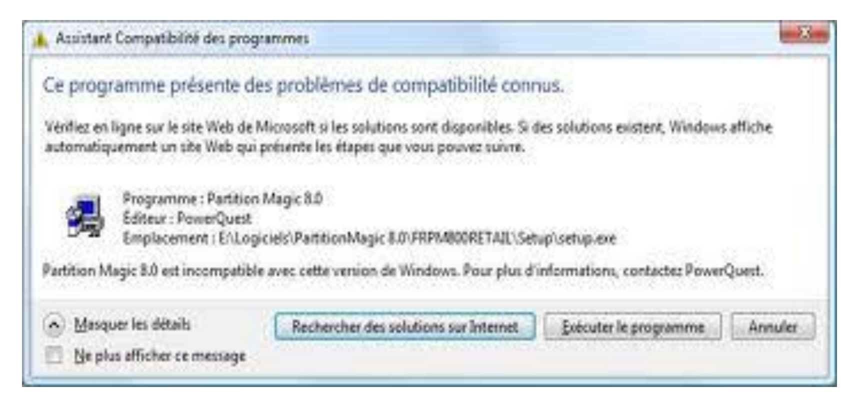
Ainsi, l’imposition du modèle de Detroit a montré que par une politique de design et d'esthétique, on pouvait également programmer l'obsolescence.

3) L'Obsolescence programmée indirecte

On peut regrouper d'autres techniques dans une troisième forme : l'obsolescence indirectement programmée.
Celle ci est composée principalement d'éléments extérieurs au produit en lui même, mais qui, d'une manière ou d'une autre, vont amener le produit à être changer.

Tout d'abord on retrouve l'obsolescence programmée par **incompatibilité**.
Incompatibilité le plus souvent logicielle et informatique, mais qui peut également concerner les accessoires ou les éventuelles recharges du produits sans lesquels l'appareil est inutilisable, ou alors son utilité s'en trouve réduite, au profit d'un bien de substitution.

On l'observe donc surtout dans le domaine de l'informatique où les formats, les supports, les logiciels, les systèmes d'exploitation et même les capacités des ordinateurs obéissent à la loi de la mise à jour permanente.
Prenons l'exemple d'un logiciel, le changement de format des fichiers entre deux versions d'un même logiciel rend alors les anciennes versions non compatibles avec le nouveau format, qui devient dès lors la norme, et donc obsolètes. L'utilisation des mails ou des supports externes pour transférer, se passer les documents de travail, nécessiteront pour le receveur de posséder la dernière version du dit logiciel pour exercer convenablement son travail et interagir avec les autres individus.



"Ce programme présente des problèmes de compatibilité"

Cette mise à jour (ou sortie d'une nouvelle version) du logiciel demande plus de ressources informatiques (mémoire vive, capacité de stockage, résolution de l'écran...) et implique également un changement de matériel plus fréquent.

Il existe aussi l'obsolescence programmée par **indisponibilité.**
Le cas des jeux vidéo illustre bien ce phénomène.
Pour pouvoir jouer, il faut une console de jeux et des jeux qui s'achètent à part et qui sortent à un certain rythme. Peuvent également s'ajouter des accessoires tels que des casques audio avec micro ou des manettes et les câbles de recharge qui vont avec.
Or lorsqu'une nouvelle console de la marque va sortir, les jeux et les accessoires vont progressivement arrêter d'être produits pour cette console (les studios d'éditeurs de jeux et les constructeurs d'accessoires vont se tourner vers le marché de la nouvelle console qui rapporte plus parce que plus de gens concernés). Les nouveaux produits étant bien sur incompatibles avec sa console, le *gamer* sera alors contraint, s'il veut continuer à jouer de la même manière, à racheter la nouvelle version de la console. Il devra aussi racheter tous ses accessoires rendus obsolètes par le changement de connectique par exemple, ainsi que tous ses nouveaux jeux.
Le vieux matériel obsolète (console comprise) ne sert plus et va finir sur le marché de l'occasion par exemple, puis à la poubelle quand il n'aura plus de valeur.

On peut parler d'obsolescence programmée de type indirect car c'est l'indisponibilité et l'incompatibilité qui pousse au rachat alors même que le produit fonctionne encore.

Cette pratique est aussi liée à l'obsolescence symbolique car la pub va influencer le consommateur et altérer sa vision sur l'« ancien » modèle qu'elle va s'efforcer de vieillir et de rendre « ringard ».
De plus, les fabricants ont intérêt à sortir leurs modèles à un rythme plus élevé en amplifiant les « innovations techniques ».

Toutes ces pratiques (incompatibilité, indisponibilité et par innovations artificielles) sont également valables pour les smartphones qui répondent au même type d' « évolutions », assez superficielles.



'Evolution' d'un smartphone

Dans la même optique, il y a le cas de l'imprimante et de leurs cartouches, ces dernières, après un certain délai, ne sont plus disponibles sur le marché. Celles qui le sont présentent une incompatibilité avec le modèle de l'imprimante.
L'imprimante est alors indirectement obsolète.

Voyons le cas maintenant d'une autre forme d'obsolescence planifiée indirectement dans le but d'hâter le rachat, celle qui passe par la complication voire l'impossibilité de faire réparer un bien.



En effet l'obsolescence programmée indirecte comprend également la volonté de rendre un produit **difficilement réparable** par des caractéristiques intrinsèques à l'appareil mais aussi par l'indisponibilité des pièces de rechanges et des coûts de réparation élevés.

En effet, toujours dans une optique de bousculer les rachats d'appareils, les fabricants peuvent aussi prévoir de contraindre ou de décourager la réparation des produits.

Pour ce faire, l'astuce ultime est de rendre le produit indémontable.
Les moyens sont divers pour cela.
Tout d'abord, le produit peut être techniquement et physiquement indémontable, c'est à dire que concrètement on ne pas le démonter parce qu'il na pas été construit de telle manière à ce qu'on le puisse. Les pièces peuvent être confondues les unes aux autres, soudées ou collées entre elles. Ou alors elles peuvent être moulées dans les matériaux plastiques, comme pour certains chauffe-eaux, malgré l'interdiction européenne.
Des réparateurs d'EMMAÜS ont signalé par exemple qu'ils se trouvaient dans l'incapacité de réparer certains modèles de réfrigérateurs car le joint était directement serti dans la porte, là ou une simple vis n'aurait pas empêchée la réparation.

De plus, une autre technique assez proche de celle ci est basée sur des contraintes de matériel, par exemple en utilisant des vis à têtes spéciales incompatibles avec les tournevis standards.

Enfin, la menace de « faire sauter » la garantie en essayant de changer nous même une pièce dans un souci de performance, limite aussi les réparations et les démontages d'objets.



Une dernière technique, mais que l'on imagine plus difficilement être utilisée, pourrait consister à annoncer des risques, pas forcément avérés, pour la santé et la sécurité à démonter l'appareil (colles toxiques, danger de blessure physique...) ; les producteurs et distributeurs s'en servant alors d'argument pour inciter à ne pas se lancer dans les réparations.

Mais il existe une autre façon de mettre des bâtons dans les roues des petits réparateurs et autres bricoleurs du dimanche, cela concerne aussi une indisponibilité mais cette fois ci, dans les pièces de rechange.

En effet, comme le constatent les Amis de La Terre et l'Ademe, les pièces détachées sont de moins en moins disponibles. Elles sont difficiles à se procurer et sont également très coûteuses. Leur prix élevé s'explique par des frais de stockage, de gestion et de transports qui représentent un fort coût pour les distributeurs et les producteurs, ce qui se fait sentir sur les devis des clients.
La raréfaction des pièces de rechange individuelles est en partie causée par la spécification des pièces qui diffèrent selon les modèles, les constructeurs ou encore les marques.
Cette indisponibilité est provoquée aussi par les sorties de nouveaux modèles de plus en plus fréquemment et qui du coup implique l'abandon de la production pour les anciens.

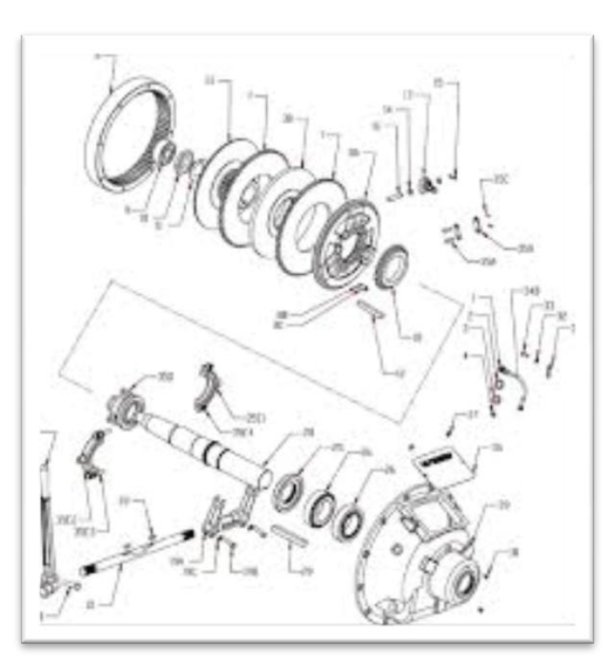


Schéma explosé d'un appareil ménager

De plus un prix élevé de réparation incite à remplacer plutôt qu'à réparer.
Il existe pour chacun d'entre nous un seuil psychologique à partir duquel on choisira le rachat d'un produit neuf plutôt que la réparation du défectueux.
Un individu rationnel préférera remplacer au lieu de racheter en moyenne dès que le prix de réparation sera inférieur au tiers du prix d'un produit équivalent neuf[1].
Le terme de *coût de réparation économiquement rentable* peut alors sembler adapté.

[1] D'après une étude de l'Ademe.

4) L'Obsolescence programmée par péremption

L'obsolescence par péremption représente un cas un peu différent d'obsolescence qui résulte de mauvaises informations, ou de risques amplifiés ou bien de l'action de lobbies.

En invoquant le principe de précaution, ou des risques sanitaires tels que les toxi-infections, les pouvoirs publics (commission européenne, gouvernements...) qui travaillent souvent en étroite collaboration avec les firmes productrices et leurs groupes de pression, déterminent et fixent des normes contraignantes et des dates limites de consommation excessivement courtes pour certains produits de grande consommation.
Cela a donc pour effet de stimuler la production et la vente et donc, la consommation, ce qui constitue une véritable occasion de pousser les consommateurs au rachat.

Conformément aux habitudes de surconsommation, les produits alimentaires sont achetés en grandes surface et en grande quantité (« les courses de la semaine »). Puis certains sont oubliés ou non mangés faute de temps. Les ménages retrouvent alors ces produits dit « périmés » et les jettent à la poubelle, alors même qu'ils n'encourent pas de risques majeurs ni même réel !

Cela engendre un gaspillage alimentaire inimaginable de produits qui sont gâchés inutilement et les ménages en rachèteront des nouveaux.



***Supermarket Lady*, Duane Hanson (1969)**

Le plus interpellant est que la plupart de ces produits sont encore mangeables mais jetés à cause de leur date de péremption dépassée.
On sait très bien qu'un yaourt par exemple, peut être consommé encore plusieurs jours après sa date de péremption.



Date Limite d'Utilisation Optimale

Il existe une différence entre les dates de péremptions.

Certaines sont des Dates Limites de Consommation alors que d'autres sont des Dates Limites d'Utilisation Optimale.
Les DLUO présentent encore moins de risques à être consommés après la date de péremption. Mais en réalité, comme nous l'a concédé le gérant d'un magasin de grande distribution, la nuance entre ces deux types de dates limites est faible, elles ne sont pas une contrainte absolue et les aliments peuvent encore être mangés au-delà.



Mais les produits alimentaires ne sont pas seulement gâchés par les consommateurs, mais aussi par les chaînes de grande distribution.
En effet ces entreprises jettent des produits avant même qu'ils ne soient périmés, certaines documents ont attesté des directives de certains magasins : les employés doivent retirer des rayons et jeter les aliments un certain nombre de jours avant leur dite « date limite de consommation ».
Cela est compris dans une logique de faire face à la concurrence et représente aussi un coût pour les distributeurs, mais un profit de plus pour les producteurs.

On estime qu'entre **30 et 50% des produits alimentaires sont jetés** par les ménages et par les entreprises du seul fait de leur supposée péremption.
Toutefois certaines chaines ont récemment mis en place des rayons à « courte durée », adaptant aussi les prix. De plus, elles peuvent aussi redonner la nourriture « périmée » à des associations comme la Banque Alimentaire. Cela a pour effet de limiter le gaspillage.

Mais ces initiatives sont encore trop peu répandues, les consommateurs restent mal informés et certains risques amplifiés.

Le Jetable



Le principe du jetable peut être assimilé à de l'obsolescence programmée par péremption.
Le produit jetable est à usage unique et conçu pour ne pas être réparé.
Il possède une *death dating* (date de péremption) de courte durée.
Ce type de production peut-être considéré comme de l'obsolescence programmée lorsque les produits concernés n'ont aucune utilité à être jetable.
Les montres goussets à 1$ lancées en 1901 sont un produit de ce type car à ce prix on préférait racheter plutôt que de réparer. A l'inverse, les produits hygiéniques (mouchoirs, pansements…) présentent une réelle utilité à être jetables.
Plus récemment, c'est la prime à la casse qui peut-être pointée du doigt car, bien que s'appuyant sur des arguments écologiques, elle constitue une forme d'obsolescence programmée.

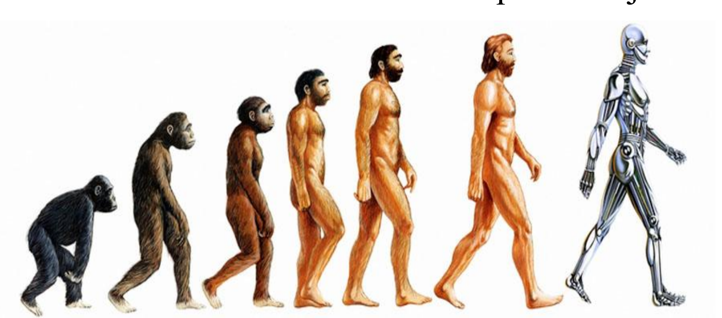
Ainsi, l'obsolescence programmée peut se cacher sous différentes formes.
On la retrouve dans son sens plus strict avec **l'obsolescence programmée fonctionnelle** qui consiste à introduire une défaillance ou à diminuer la qualité du produit dans le but de bousculer les rachats.
Mais également dans une forme plus psychologique et esthétique, c'est **l'obsolescence programmée symbolique** qui joue sur le design, la publicité et le désir du consommateur.
Forme plus détournée, **l'obsolescence programmée indirecte** est composée des problèmes de compatibilité et d'indisponibilité. Rendre difficile la réparation constitue également une technique d'obsolescence programmée indirectement.
L'obsolescence programmée par péremption concerne surtout les produits alimentaires dont les dates limites de consommation sont exagérées.
Enfin, on pourrait parler d'un dernier type d'obsolescence programmée, celle de l'Homme.



Vers une obsolescence de l'Homme ?

- On pourrait parler d'une obsolescence de l'Homme au niveau de la société. Les personnes âgées devenant obsolètes dans le travail, remplacées par la nouvelle génération. Les personnes plus jeunes sont jugées plus efficaces dans le travail, avec une productivité plus élevée et une valeur plus importante.
  Le problème de la recherche d'emploi pour les *seniors* est à notre époque difficile et leurs embauches motivées par des primes gouvernementales.

- On pourrait aussi imaginer parler d'une obsolescence de l'espèce humaine au profit des machines. En effet, les récents progrès technologiques donnent lieu à la substitution du facteur capital au facteur travail pour la production. La robotique est basée sur un développement des ordinateurs et de leur intelligence artificielle ; la loi de Moore prévoit une augmentation des capacités informatiques.
  Pourrait-on alors imaginer, comme dans ces certains films de science fiction, que l'Homme sera un jour remplacé par la machine ?
  C'est en tout cas ce qui est déjà en train de se passer au niveau des organisations productives dans lesquelles la machine (productivité du capital) rend l'Homme obsolète. Certains désignent cette infériorité par rapport aux machines comme « honte prométhéenne ».
  A noter que dans ce cas, c'est l'Homme lui-même qui a créé sa propre obsolescence.



Vous vous souvenez d'Antoine ? Celui du début avec son imprimante cassée ; qui avait préféré en racheter une neuve plutôt que de la faire réparer…
Et bien, parce que s'il n'avait pas cédé si facilement, s'il n'avait pas racheté une nouvelle imprimante après que son ancienne soit tombée en panne, s'il avait été plus curieux et moins influençable, s'il avait fait ne serait-ce que quelques recherches sur internet, il aurait découvert que l'obsolescence de son imprimante EPSON DX4450 avait été programmée dès sa conception.
Le message d'erreur bloquant le produit tout entier n'était que factice.
Il résultait du seul bon vouloir d'une puce électronique située dans son imprimante, implantée par ses fabricants avides de profits, qui mémorisait chaque impression, et qui, au bout de 18 000 copies a rendu l'imprimante obsolète.
Alors que techniquement encore capable de fonctionner, elle a notifié à Antoine qu'il était temps d'en changer.
L'obsolescence programmée a encore frappé.

Tout finit avec un logiciel informatique élaboré par un informaticien russe et disponible librement sur internet, qu'il suffit de lancer sur son ordinateur pour que le compteur de la puce se remette à zéro, insufflant alors une seconde vie à l'imprimante.



La pratique de l’obsolescence programmée dans toutes ses formes provoque la mort prématurée du produit. Elle pousse le consommateur à un constant renouvellement.
Elle implique la fabrication de toujours plus d’objets et une mise au rebus accélérée. Mais cela n’est pas sans coûts.
L’obsolescence programmée provoque des problèmes environnementaux.



Celui qui croit qu’une croissance infinie est compatible avec une planete finie est soit un fou soit un économiste.
Le drame c’est qu’au fond nous sommes tous des économistes maintenant.



Serge Latouche

II – Impacts environnementaux

La société de consommation permet l'accès aux biens marchands pour le plus grand nombre et semble ancrée dans les habitudes de vie.
Bien sûr, cette consommation de masse standardisée assure un profit maximal aux entreprises productrices. Mais, ces modes de production et de consommation, facteurs de dynamisme économique, reposent sur le « consommer plus » et ont un revers : leurs impacts environnementaux et sociaux.
Une société de surconsommation liée à l'obsolescence rapide des biens accélère ces phénomènes et entraîne deux problèmes majeurs : l'exploitation massive des ressources naturelles qui s'épuisent et le devenir des déchets ensuite.

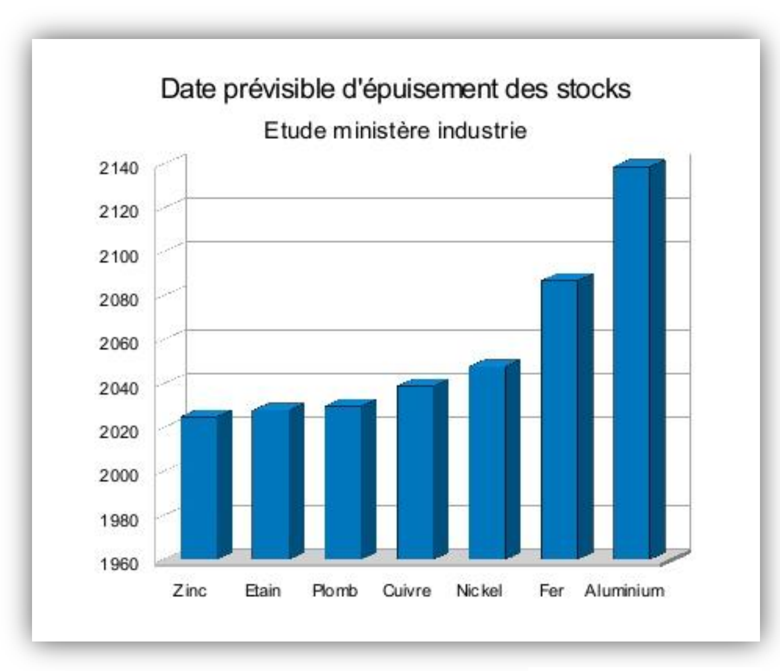
L'EPUISEMENT DES RESOURCES NATURELLES

L'obsolescence programmée pousse à un renouvellement incessant des appareils, notamment de haute technologie, ce qui contribue à l'explosion de la consommation des ressources naturelles.

Aujourd'hui, avec une consommation annuelle de matières premières d'environ 60 milliards de tonnes, nous consommons près de **50% de ressources naturelles de plus qu'il y a 30 ans**.

Cette dernière décennie, en raison de la production croissante d'appareils électriques et électroniques, la demande en métaux a explosé. Ainsi, l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique) estime que nos réserves en cuivre, plomb, nickel, argent, étain et zinc ne dépasseront pas 30 années et déclare que

« **L'ère de la rareté se dessine donc pour un nombre croissant de matériaux** ».



Données 2010

Le téléphone portable, un des appareils les plus fabriqués à l'heure actuelle avec 1,4 milliards d'unités vendues en 2010 dans le monde, peut contenir jusqu'à 12 métaux différents.

La hausse de la consommation des produits électriques et électroniques dévaste la planète.



Malheureusement, les ressources naturelles ne cessent de diminuer en raison du développement de l'obsolescence programmée qui engendre un taux de remplacement toujours plus important sur une période toujours plus réduite.
Or, si l'humanité continue sur sa lancée, elle consommera en 2050 trois fois plus de matières premières qu'aujourd'hui.
« Bien au-delà de ce qui est supportable » avertit l'ONU.

Nous nous acheminons ainsi vers un réel épuisement des ressources naturelles.

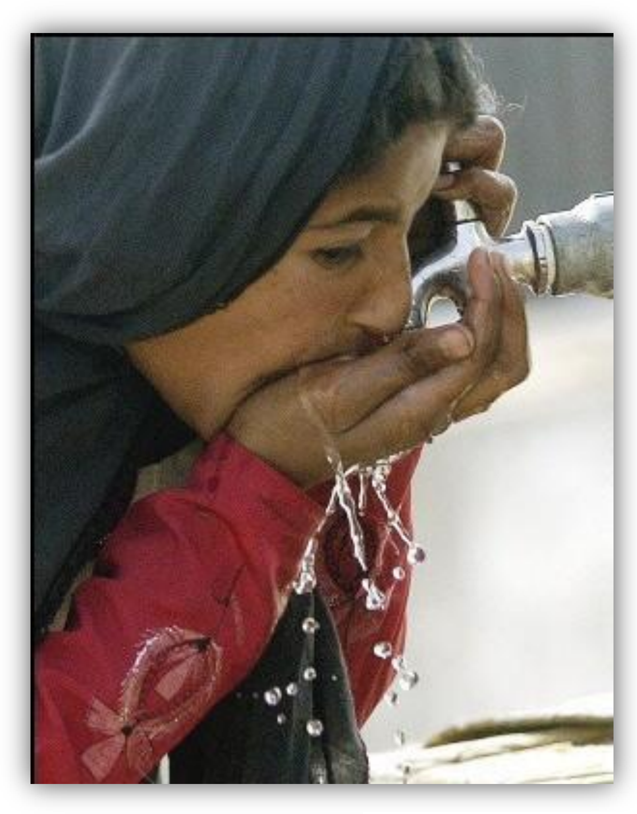
On comprend alors que dès 1991, le chercheur allemand Friederich Schmidt-Bleek , ait élaboré le concept de « sac à dos écologique », qui consiste à mesurer en Kg le poids des ressources matérielles et énergétiques nécessaire à la fabrication d'un produit, afin de mieux réaliser les impacts de notre consommation.

Ainsi, la fabrication d'un téléphone portable de seulement 100 grammes aura nécessité l'utilisation de 164 kg de ressources !

De plus, la course aux matières premières (le pétrole, le gaz, le charbon, les métaux, l’eau) provoque le défrichage des sols, l'élimination de la végétation et la destruction des terres fertiles. Une emprunte écologique inadmissible que le Professeur William Rees qualifie « d'impasse mortelle ». L'emprunte écologique traduit l'impact des activités humaines sur les surfaces terrestres utilisées.



Donnée frappante : il ne reste environ qu'une quarantaine d'années avant la fin du pétrole, soit environ 15 000 jours !



Habitante Péruvienne

Au Pérou, l'exploitation du cuivre consomme énormément d'eau alors que la population souffre déjà d'une pénurie d'eau.

Outre, la raréfaction de nos ressources naturelles, la surexploitation de ces matières premières entraine des conséquences humaines et sanitaires désastreuses, notamment dans les exploitations minières.

En effet, la teneur en plomb dans le sang d'enfants péruviens, vivant à proximité des installations, est trois fois supérieure au seuil préconisé par l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) ; les drames dans les minerais chinois dus aux épouvantables conditions de travail sont nombreux (suicides, accidents…) ; quant à la République Démocratique du Congo, pillages, fraudes, et conflits armés se succèdent, dans le seul but d'acquérir et de convoiter des ressources naturelles principalement minérales.

Pourtant, sous la pression d'une demande internationale croissante, les projets d'ouverture de nouvelles mines se multiplient dans les Pays du Sud et sont à l'origine de déplacement de communautés, de pollution des eaux, de destruction des écosystèmes…



Déplacement d'habitants de République Démocratique du Congo

Des vies contre de l'or

A quelques centaines de kilomètres de Lima, capitale du Pérou, l'extraction de plus de 500 000 tonnes de minerais par jour, dans le bassin des sources des rivières Rejo, Llaucano et Cajamarquino, pour obtenir quelques modestes grammes d'or, détruit et contamine très rapidement les montagnes et les cours d'eau mais aussi les nappes phréatiques au près desquelles s'approvisionnent les populations de la région. De ce fait, les habitants de cette région souffrent de très graves problèmes de santé.
Cette exploitation minière détruit la vie sur presque 26 000 hectares, au mépris de l'opposition de la population dont les droits ont été violés à maintes reprises.



Pour éviter les importantes pénuries et les tensions sociales et géopolitiques provoquées par cette avidité infinie de matières premières, **le monde doit « faire plus avec moins »** et se lancer dans une croissance plus durable.

LE DEVENIR DES DECHETS

Les habitudes de vie moderne, toujours plus coûteuses pour la planète, nécessitent l'extraction d'une grande quantité de ressources naturelles et génèrent au final une énorme quantité de déchets à traiter.

On appelle EEE les équipements électriques et électroniques qui fonctionnent avec une prise de courant, une pile ou une batterie rechargeable. Cette catégorie désigne essentiellement l'électroménager, le matériel informatique, et le matériel de télécommunication (ordinateurs, téléphones mobiles, consoles de jeux, imprimantes…).

En 2010, un Français achète environ six fois plus d'équipements électriques et électroniques (EEE) qu'il y a 20 ans et chacun se débarrasse annuellement de 16 à 20 kg de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).
Notons que le plus souvent ces DEEE sont constitués d'EEE encore en état de fonctionner mais qui ont été abandonnés uniquement parce que « le propriétaire du bien n'en ressentait plus l'utilité ».

Le cas des DEEE ou e-déchets représente le flux de déchets français qui augmente le plus avec une hausse de 3 à 4% chaque année.

Nous n'avons jamais autant produit de déchets.

A titre d'exemple, ce sont ainsi 12 millions de téléphones portables qui sont jetés par an, un gaspillage énorme que la journaliste Sophie Romillat qualifie de **« gâchis organisé »**.



Un énorme gaspillage

Nos systèmes de production et de consommation s'inscrivent dans un modèle largement linéaire et non viable : en début de chaîne une extraction massive et toujours croissante de matières premières non renouvelables et au bout, l'élimination des matériaux usagés, souvent toxiques, par incinération ou par enfouissement.

Au final, l'impact sur l'environnement des ces DEEE est double : d'une part, la masse croissante de déchets générée et d'autre part la toxicité des matériaux qui les composent.

Normalement, un traité international, adopté en 1989, interdit aux pays développés d'expédier des déchets électroniques dans les pays du Tiers-Monde. Ceux-ci sont pourtant officiellement exportés en tant que donations, 'charité' ou équipements d'occasions pour les familles, alors que seuls 20% des matériels importés sont encore en état de fonctionner quand les 80% restants partent en décharge.

Trop de ces équipements en fin de vie sont donc envoyés illégalement dans les Pays du Sud (Asie, Afrique, et Amérique Latine) devenant ainsi **« La Poubelle de l'Occident »**. Ces pays n'ayant pas les infrastructures adaptées au traitement de ces déchets, les DEEE s'entassent, créant ainsi de véritables décharges à ciel ouvert.



Les populations, accomplissant alors un travail pénible et dangereux, n'excluant ni femmes ni enfants, viennent récupérer, avec les moyens du bord, c'est-à-dire sans protection aucune, les matériaux précieux contenus dans ces déchets. Ils s'exposent ainsi à de nombreux produits toxiques provoquant des troubles du système nerveux, sanguin et reproductif.

Combien de femmes enceintes ont accouché d'enfants atteints de syndromes ou de malformations !

Le Ghana, en Afrique, est une des plaques tournantes de ce trafic de déchets.

A quelques kilomètres d'Accra, la capitale, s'entassent des montagnes d'appareils usagés, qui finissent leur vie dans une vaste décharge, celle d'Agbogbloshie, véritable ville dans la ville. Alors qu'autrefois, il y avait là une jolie rivière, attirant les pêcheurs, entourée de pâturages où paissaient des troupeaux de chèvres et de vaches, cet espace est désormais devenu invivable. Les bêtes ont gardé leurs habitudes mais elles s'alimentent désormais sur un sol noir, gluant, et jonché de débris. Le Ghana est devenu l'une des principale e-décharge de l'Occident.



Un cargo à destination du Ghana

Par cargos entiers, des industriels peu scrupuleux déversent des tonnes d'appareils usagés, alors que ces derniers auraient du être démantelés dans leur pays d'origine, ce que dénonce Mike Anane, activiste environnemental au Ghana, avec qui nous sommes entrés en contact.



Mike ANANE

Fumées toxiques, métaux lourds, invasions de plastiques, ces déchets électroniques polluent les sols et représentent un véritable problème de santé publique pour les habitants qui survivent sur ces terrains vagues.



Un Ghanéen cherche quelques grammes de cuivre…

Des bandes d'adolescents passent leurs journées dans une épaisse fumée noire, à inhaler des gaz toxiques. Leur travail : brûler le contenu d'ordinateurs arrivés par bateaux d'Europe et des États-Unis, pour en extraire le cuivre. Une tâche harassante payée un salaire de misère et bien sûr exécutée sans aucune protection.

Et le Ghana n'est pas la seule destination de la planète : le Nigéria, le Bénin, le Sénégal, l'Inde, la Chine... font également l'objet de ce trafic illégal qui ne cesse de prospérer.

Ainsi, alors que plus de 500 conteneurs chargés d'ordinateurs, de postes de télévision et de portables usagés arrivent au Nigéria chaque mois, « trois fois sur quatre, le soi-disant matériel électronique d'occasion expédié consiste en des déchets inutilisables ».

Egalement, il ne faut pas oublier Guiyu, en Chine, qui est la plus grande e-décharge du monde ! Avec environ un million de tonnes de DEEE expédiés chaque année, elle est surnommée le « Cimetière électronique ».

A Guiyu, les villageois tentent de vivre de la rivière, de son eau et de ses poissons, mais ces 10 dernières années, l'eau a pris un goût si 'désagréable' que les politiques 'conseillent' de ne pas la boire. Mais comment survivre sans l'eau, ce liquide vital ?

L'industrie électronique engendre donc des pollutions telles celles du plomb et du mercure qui polluent les sols et les eaux.



1Le "Cimetière électronique" de Guiyu

Ainsi, la consommation de masse, provoquée par l'obsolescence rapide des biens, participe directement à la surproduction de déchets et à l'épuisement des ressources naturelles. Elle est de plus en plus critiquée, notamment par les adeptes de la « sobriété heureuse ». Leur credo : consommer modérément et moins, ne pas faire de la richesse infinie une ligne de conduite, et aller a l'essentiel.

VERS DES SOLUTIONS POUR LIMITER CES IMPACTS

Les Amis de la Terre, ONG de protection de l'Homme et de l'environnement, alertent depuis plusieurs années les autorités et le grand public sur l'augmentation de la production de déchets ménagers (ordures ménagères, encombrants) et en particulier de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).
Leur étude a pour but de montrer les 'coulisses' de nos sociétés de surconsommation. Elle vise à une prise de conscience sur les défis qu'imposent des modes de production et de consommation plus soutenables.
Elle souhaite également ouvrir des pistes de solutions qui mériteraient d'être approfondies par des travaux de recherche.

Notre système de production et de consommation actuel a été construit sur l'idée de la croissance infinie. Or, nous prenons conscience de la finitude des ressources naturelles non renouvelables, de la surexploitation des ressources naturelles renouvelables et des impacts environnementaux et sociaux considérables de nos modes de vie. Face à ces constats, chacun doit réagir vite et efficacement, les industriels bien sûr mais aussi les pouvoirs publics et les consommateurs.



Créée en 1970, la fédération internationale des Amis de la Terre forme le plus grand réseau écologiste mondial. Présente dans 72 pays, elle compte plus d'un million et demi de membres et plus de 5000 groupes locaux, présents dans toutes les régions du monde. Cette fédération internationale est une structure démocratique, indépendante de tout pouvoir religieux, qui bénéficie du statut consultatif auprès des Nations unies.

Elle est une organisation non gouvernementale qui s'engage à lutter contre la dégradation de la planète et contre le partage inéquitable des ressources naturelles, et à préserver la diversité écologique, sociale et culturelle. Ils militent pour une transition vers des sociétés plus soutenables.

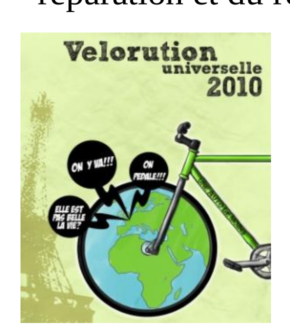
Ne jetons plus, réparons !

L'objectif de l'obsolescence programmée n'est pas du tout la réparation mais le renouvellement. Et le parcours est donc jalonné pour empêcher la réparation. Néanmoins, certaines solutions dans ce domaine apparaissent envisageables pour réduire *les déchets du monde*.

Pour agir contre l'obsolescence programmée, ce *'turnover forcené'*, le site commentreparer.com fourmille de conseils « Ouvrir le capot et aspirer les poussières pour réparer un écran plasma », « réparer un joint de machine à laver avec une rustine »…, et propose un forum pour trouver des solutions, renvoie vers plusieurs guides pratiques et adresses pour réparer, par exemple, son iPhone ou son micro-onde.



Certaines collectivités locales, comme Grand Nancy, celles de l'Aisne, les agglomérations d'Orléans, de Rennes ou de Montpellier, ont réalisé avec le soutien de l'Ademe (l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) des guides de la réparation et du réemploi.



Paris y travaille aussi.

Dans la capitale, l'association *Vélorution* a ouvert, en 2010, un atelier collectif à la Maison du vélo, dans le IVe arrondissement où il est possible d'apprendre à réparer soi-même sa bicyclette.



Repair Café

Dans la même logique, le *Repair Café*, est un lieu d'échanges, de sensibilisation, et d'apprentissage de savoir-faire entre des bénévoles compétents et des citoyens qui viennent réparer un objet (vêtements, produits électroménagers, meubles, ordinateurs…). Né au Pays-Bas en 2009, il en existe à ce jour plus de 30 en Europe (essentiellement situés aux Pays Bas, un à Londres et un à Bruxelles).

Le réseau *Envie De*, à Trappes dans les Yvelines, collecte, répare et revend des machines vouées à la décharge. Chaque jour, une grande enseigne de la région leur livre une centaine d'appareils : réfrigérateurs et lave-linge usés. Ces réparations ne seraient pas envisageables s'il devait acheter des pièces neuves. Ils récupèrent ainsi les vieilles pièces des machines et avec trois d'entre-elles, en créent une neuve. Grâce à eux, 1000 tonnes de déchets sont de cette manière revalorisées chaque année.



Point vente des appareils rénovés

Il est vrai qu'avec la crise, les clients revoient leur préjugés, et préfèrent parfois acheter des occasions à des tarifs attractifs (et bénéficiant d'une garantie de 2 ans) plutôt que du neuf.

Malgré ces quelques efforts pour pousser à la réparation plutôt qu'au rachat immédiat, il est estimé, comme vu précédemment, qu'en moyenne on privilégiera la réparation d'un bien si son coût de réparation ne dépasse pas un tiers du prix de ce bien neuf.

Ainsi, malheureusement, les métiers de la réparation, notamment artisanale, sont en danger. Or, ils représentent des savoir-faire, de nombreux emplois, et des pans en entiers de la mémoire de nos sociétés. Partant de là, la logique serait donc d'interdire la commercialisation des produits irréparables, d'imposer aux fabricants de rendre disponibles les pièces détachées à un coût raisonnable pendant la durée de vie pour laquelle le produit a été conçu, de réduire les coûts de réparation par la mise en place d'une TVA a 5,5% sur les frais de main-d'œuvre, de baisser les charges sociales, de défiscaliser partiellement le prix de la réparation pour le consommateur. Tout ceci aurait pour effet de rendre plus compétitive la réparation face à l'achat de produits neufs.

Au lieu de jeter, donnons ou vendons !

Donner une seconde vie à un bien évite la fabrication de son équivalent neuf et la création d'un nouveau déchet « inutile ». Se procurer des biens d'occasion chez des acteurs de l'économie sociale et solidaire, comme *EMMAÜS*, permet de faire des économies et de contribuer à la réinsertion des « compagnons ».

Le succès du site d'annonces gratuites *Le Bon Coin*, et du site *KidiTroc* qui propose de s'échanger des vêtements pour enfants, prouve qu'échanger et troquer permet d'offrir une seconde vie aux objets en limitant déchets et gaspillage.

Si nous jetons, recyclons !



Oui, l'obsolescence programmée des biens pousse au rachat constant et engendre alors une quantité toujours plus croissante de déchets, mais réagissons et optons pour le recyclage de ces déchets.

Ainsi, une partie des ressources contenues dans les produits de consommation courante, tels que les produits alimentaires, les produits d'entretien et les produits d'hygiène, pourrait d'ores et déjà être réinjectée dans le cycle de production grâce au recyclage.

Or en France, par exemple, seulement 18% des déchets municipaux (ordures ménagères, déchets encombrants des ménages, déchets pour le nettoyage…) sont recyclés. La majeure partie (près de 70%) est incinérée ou mise en décharge.

Mais on connait aussi un problème frappant. La demande en téléviseurs à écran-plat a explosé ces dernières années, une surconsommation croissante liée à l'obsolescence programmée, due notamment aux condensateurs à leur place et à leur qualité. Mais, pour répondre à cette forte demande, on produit environ quatre mille tonnes par an de téléviseurs à écran-plat, alors que « les solutions de recyclages pour ce produit ne sont pas finalisés ». En d'autres termes, on ignore à ce jour comment recycler entièrement ces écran-plats.

Grâce à Internet et aux TIC (Technologies de l'Information et de la Communication), les consommateurs disposent à présent de forums et de sites pour réparer les objets ou les recycler en prolongeant ainsi leur durée de vie. Ils réutilisent alors un même bien plus longtemps, et réalisent par la même occasion quelques économies qu'ils pourront décider d'épargner pour un futur projet. Une motivation à toutes épreuves par temps de crise.

Un exemple marquant illustre aussi tout l'intérêt des entreprises à se tourner vers le recyclage. UNICORPS est la première mine urbaine de la planète grande comme 160 terrains de football. Chaque année, cette société récupère 35000 tonnes de déchets électriques et électroniques, autant de pépites qui vont se transformer en lingots, grâce à une technologie de pointe. Un portable contient en moyenne 1 euro de métaux précieux, (rappelons-nous que les Français en jettent 12 millions par an) et UNICORPS récupère ainsi 100 tonnes d'or par an. On comprend que l'usine soit hyper sécurisée !

Les entreprises se tournent aussi parfois vers l'écoconception, principe qui désigne la volonté de concevoir des produits en suivant un mode d'emploi écologique. C'est un concept qui prend en compte les aspects environnementaux tout au long du cycle de vie du produit.

Il s'agit de penser « la fin d'un produit au début ».

L'entreprise bordelaise Meta IT a lancé ALT, le premier ordinateur 100% écoconçu : sa coque est en aluminium entièrement recyclée (provenant des chutes de chez Airbus). Avec seulement 7 éléments contre 20 à 40 pour les appareils habituels, il est aussi plus facilement réparable.



ALT, ordinateur écoconçu

L'écoconception des produits est certainement une piste intéressante.

Le professeur Mickael Braungart, chimiste et théoricien de l'écologie industrielle, auteur de Cradle to Cradle (« Du berceau au berceau »), plaide en faveur de ces solutions.

Pour lui, il ne s'agit pas tant de restreindre notre consommation et de réduire nos déchets, comme le préconisent les *objecteurs de croissance*, mais d'inscrire la production et la consommation dans un cercle vertueux à l'instar des cycles naturels, autrement dit d'inventer une économie circulaire.

La nature, ne produit en effet pas de déchets : elle recycle tout. Il faut systématiser l'écoconception des produits, n'introduire dans les procédés de fabrication que des éléments recyclables, biodégradables et non toxiques. C'est le triomphe de la chimie verte, du bioplastique fait avec de la fécule de pomme de terre… Le professeur Braungart a prouvé que cette méthode vertueuse était possible en réinventant les procédés de fabrication d'une compagnie textile en Suisse. Des centaines de teintures et de produits chimiques, hautement toxiques, étaient habituellement utilisés dans cette usine, jusqu'à ce que le professeur et son équipe ne les remplacent par seulement 36 produits tous biodégradables.

Il en est de même pour le géant allemand BASF qui a élaboré un tissu en fibre de nylon indéfiniment recyclable.

Une idée originale, le mouvement *Make it Up*, ensemble de designers, d'ingénieurs, d'artisans et d'artistes numériques, s'est réunit durant trois jours en décembre dernier afin d'inventer et de proposer « ses objets de demain ».

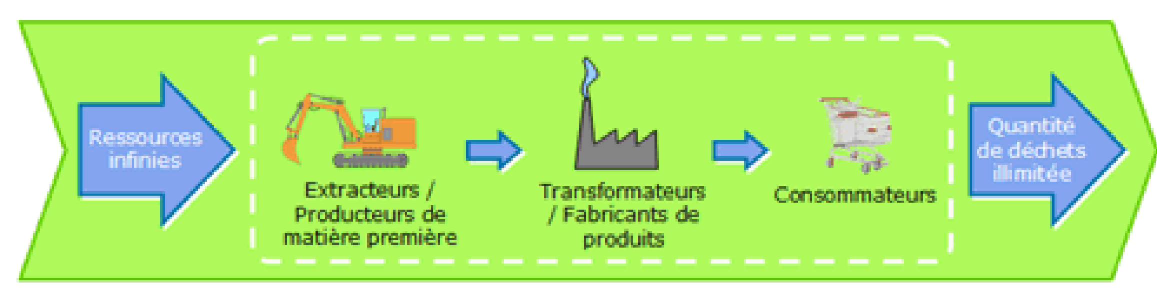
Ils ont fabriqué des objets intelligemment à partir d'appareils jetés. Leur but est de montrer que l'on est capable de reprendre des objets préalablement destinés à la poubelle et d'en faire des choses qui ne sont ni « les objets d'aujourd'hui, ni ceux d'hier mais les objets de demain ».

Il s'agit de mettre « l'imagination au pouvoir » pour développer des innovations originales. Comme, par exemple, un grille-pain porteur de petits messages. (photo)



Exemple d'objet imaginé

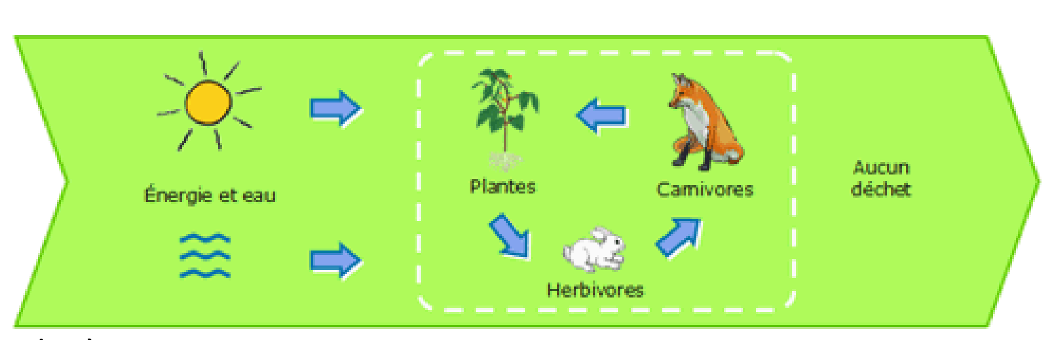
Développement de l'économie circulaire respectueuse de l'environnement



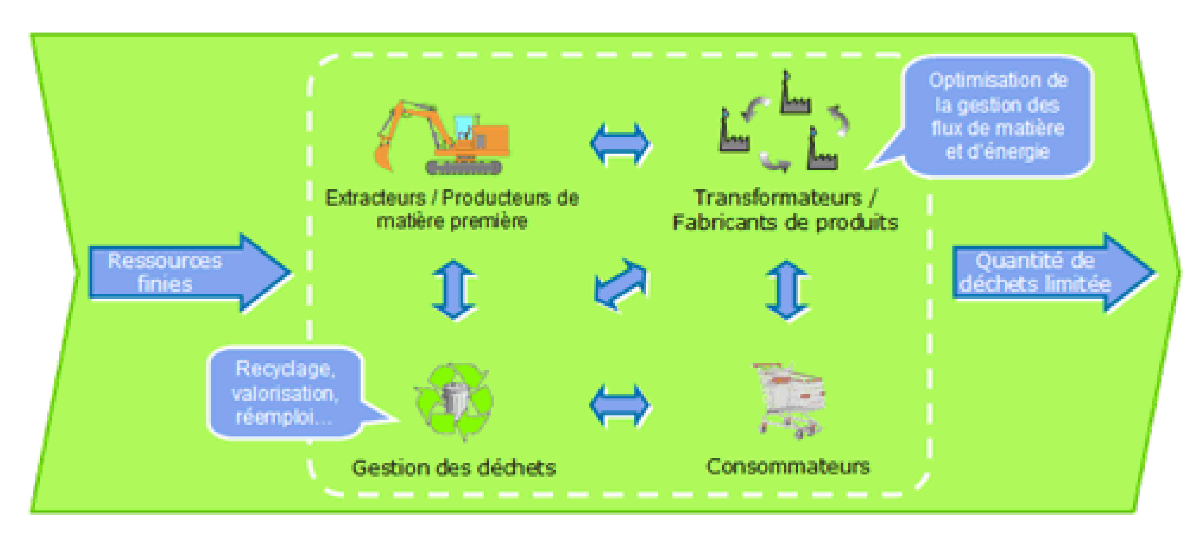
Système linéaire actuel

De nos jours, les systèmes de production et de gestion des déchets sont fortement linéaires. Cela se traduit par peu de réemploi, de recyclage et de compostage, priorité étant donnée à la mise en décharge ou à l'incinération. Ce mode de fonctionnement est voué à l'échec en raison de l'épuisement des ressources de la planète, toujours plus sollicitées en raison de l'obsolescence programmée et de ces différentes conséquences.

En passant d'une économie linéaire à une économie circulaire, ou écologie industrielle, inspirée du cycle vertueux de la nature, nous contribuons à soulager la planète.



La nature comme modèle



Economie circulaire idéale

En effet, les modèles alternatifs comme l'économie circulaire ou l'économie des services semblent indispensables pour mieux gérer les ressources naturelles.

C'est pourquoi certains préconisent l'adoption du « **rien ne se perd, tout se transforme** ».

Il faut développer l'économie circulaire qui se traduit par celle des trois 'R' : *Reduce/*Réduire, *Reuse*/Réutiliser (ou *Repair*/Réparer), et *Recycle*/Recycler.

La règle des trois 'R' permet de produire moins de déchets ou de les revaloriser par la Réduction de la production de déchets (choix de matériaux recyclables, choix de produits à emballage limité, choix d'éviter les produits jetables tels que la vaisselle en carton), la Réutilisation des déchets (choix de donner une seconde vie aux produits), et le Recyclage des déchets (transformations des déchets, compostage pour les déchets alimentaires…).

Un objectif : prolonger la vie des objets et donc des ressources tout en réduisant les déchets. A ce jour, sa mise en œuvre semble nécessaire.

Et si nous passions à une économie de services ?

L'économie des services ou l'économie de fonctionnalité constitue dans de nombreux domaines l'une des voies les plus intéressantes pour remplacer le modèle économique actuel.

Son concept est simple : le consommateur achète un service plutôt qu'un produit et le commerçant passe de la vente d'un produit à celle d'un service. C'est l'inverse de la stratégie du gaspillage, à condition toutefois que la rotation du bien, une fois installée, soit faible et que l'on ne propose pas aux clients un nouveau produit entre, « tous les 2 ans ».

Les industriels seraient ainsi amenés à concevoir des produits combinant les critères suivants : durables et fiables, réparables, capables d'intégrer des innovations, compatibles pour que les pièces soient facilement réutilisables. Le bien resterait jusqu'au bout la propriété de celui qui vend le service.

Le gain économique de ce dernier ne se ferait plus ponctuellement au moment de la vente, comme dans le système actuel, mais s'inscrirait dans la durée par le service d'usage, d'entretien et de dépannage.

Louer des voitures, des meubles, des équipements ménagers…, autrement dit mutualiser les biens, avec entretien garanti dans le contrat, coûtera probablement plus cher pour le consommateur. Et il ne faut pas oublier que certaines personnes préfèreront toujours rester propriétaire du bien qu'elle consomme. Mais une telle politique portera un coup sévère à celle de la durée limitée, puisque le producteur deviendra dès lors soucieux de prolonger la durée de vie des ses articles.

Certains sites proposent déjà cette alternative. Comme LOKOB, lauréat du concours LePhare et prix de l'innovation 2012, qui repose sur la location d'objets, dans une optique notamment de respect de l'environnement.



LOKOB, la location pour la planète

Pourquoi ne pas allonger la durée de garantie des biens de consommation ?

Les Amis de le Terre demandent l'adoption d'une loi pour allonger la durée de garantie de 1 à 10 ans sur les biens de consommation. Selon l'ONG, cela imposerait aux producteurs de mettre sur les marchés des produits réparables et garantirait la mise à disposition des pièces détachées pour faciliter la réparation dans les 10 années suivant l'achat d'un bien.

Citons également *Blue Angel*, le plus ancien label écologique du monde, qui exige que la livraison de pièces de rechange soit garantie pendant 5 ans au moins après l'arrêt de la production.

Ainsi l'extension de la durée légale de la garantie contribuerait à changer la donne.

Afin d'opérer la transition vers un modèle économique soutenable, il faut selon Philippe Moati, professeur en sciences économiques à l'Université Paris VII et directeur de recherche au Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc), des incitations réglementaires et un travail de sensibilisation car « la réglementation est une des manières d'impulser le changement mais il y a aussi l'éducation et la sensibilisation qui peuvent être faites par les ONG ». Selon lui, c'est également dans l'intérêt des entreprises, si elles veulent vivre sur le long terme, d'assurer leur transition vers de nouveaux modèles économiques répondant aux aspirations des gens à consommer mieux, dans le respect de la contrainte écologique.

Ainsi, la sensibilité aux questions environnementales a fortement progressé dans l'opinion publique au cours des dernières années. Chacun commence à réaliser que nos ressources naturelles et énergétiques ne sont pas inépuisables et que la planète ne pourra pas indéfiniment supporter les dégradations qu'elle subit.

Mais, face à l'irresponsabilité des entreprises, seule la législation semble en mesure de permettre la satisfaction de l'intérêt général. Alors, Eva Joly, députée européenne candidate à la présidentielle de 2012 pour Europe Ecologie Les Vert, s'est engagée à lutter contre l'obsolescence programmée qu'elle juge responsable de problèmes environnementaux graves. En effet, elle souhaite « utiliser la voie législative pour obliger les constructeurs à produire des appareils avec une durée de vie plus longue ».



Ces modèles alternatifs d'économie circulaire, d'économie des services, d'écoconception et d'innovations durables sont incontestablement intéressants pour mieux gérer les ressources naturelles. Ont-ils un réel avenir ? Il faut l'espérer. Mais d'ores et déjà, une question se pose : peut-on généraliser ces modèles ? Ces systèmes sont applicables uniquement à l'échelle microéconomique. Il n'existe aujourd'hui pas de modèle macroéconomique abouti qui permette de comprendre comment une société sans croissance du PIB peut fonctionner. On sait que dans les pays occidentaux la croissance ne fonctionne plus, mais on ne sait pas encore très exactement comment faire autrement afin de concilier économie et environnement.



Ainsi, l’obsolescence programmée s’est développée au fil des siècles. Elle a connu un véritable essor au XXe siècle, avec ses premiers cas avérés tels que le Cartel de Phoebus ou l’affaire des bas nylon, ainsi que sa mise en lumière par Bernard London puis avec son arrivée sur le débat public.

Il existe plusieurs types d’obsolescence planifiée, certains de fonctionnement et de qualité, d’autres plus symboliques, jouant sur l’esthétique et la psychologie. On parle aussi d’obsolescence indirecte, qui s’appuie sur l’incompatibilité et l’indisponibilité, et d’obsolescence par péremption qui concerne surtout l’alimentaire. Contraindre la réparabilité et concevoir jetable constituent également des pratiques de programmation de l’obsolescence. Enfin, certains se demandent si l’on ne pourrait pas parler aussi d’une forme d’obsolescence de l’Homme.

L’obsolescence programmée pourrait rejoindre la notion de la *filière inversée* de Galbraith, qui énonce que par l’influence de la publicité et de certaines politiques de prix, « ce sont les entreprises qui imposent des produits aux consommateurs et no l’inverse ».

Autrefois plus radicale et assumée, elle est aujourd’hui moins directe et plus discrète, mais représente toujours une réelle stratégie marketing pour les organisations productives.

Cette pratique engendre toujours plus de renouvellements de biens, et entraîne la raréfaction des ressources naturelles mais aussi la hausse des déchets des produits rendus obsolètes. L’augmentation de ces déchets pose également le problème de leur envoi vers des pays pauvres, véritables poubelles de l’Occident. Des problèmes sanitaires et des tensions sociales peuvent aussi apparaître.

Une réparation des appareils plus répandue, le recyclage systématique ainsi que se tourner vers un système économique circulaire, pourrait réduire ces effets.

Mais des solutions en amont devraient aussi être envisagées.
La législation, un changement de mentalités et des habitudes consuméristes, ainsi qu'une meilleure information des consommateurs contribueraient à atténuer ce phénomène d'obsolescence programmée, et les conséquences qu'il entraîne.
Benoît Hamon, ministre délégué à la Consommation souhaite « mettre en garde » et « lutter contre l'obsolescence programmée » surtout dans le domaine numérique.
La lutte contre l'obsolescence programmée pourrait passer par des directives légales, comme le propose l'association *EthiCum*[1] ou encore les Amis de la Terre.
Certains proposent de rendre obligatoire l'affichage sur les étiquettes de la durée de vie exacte du produit dès l'achat, ce qui introduirait un calcul de prix annuel (prix total divisé par sa durée de vie), le plus cher à l'achat n'est pas forcément le plus coûteux sur le long terme.
Ou alors, on peut envisager l'allongement des garanties obligatoires ; la programmation précise de l'obsolescence actuelle semble capable de faire tomber le produit en panne juste à la fin de sa période de garantie (garantie minimale pour le consommateur, qui peut être à l'inverse maximale pour le constructeur).
D'autres, comme Serge Latouche, préconisent une sortie du système actuel (société de croissance) et des valeurs qui s'y rapportent (surconsommation, profit absolu lié à l'obsolescence programmée), par la décroissance ou l'anticapitalisme.

L'éthique des producteurs qui utilisent l'obsolescence programmée est en effet discutable, voire condamnable. Leur volonté exclusive de toujours faire plus de profits se fait souvent au détriment des consommateurs, peut aller à l'encontre de la découverte innovante[2], et même prendre des proportions révoltantes[3].



Mais dans nos sociétés actuelles de consommation, de surconsommation et même de consumation des ressources naturelles, l'influence de l'obsolescence programmée n'est pas la seule coupable ; nous sommes tous un peu complices de ce système.

Alors, l'obsolescence programmée, un jour obsolète ?

[1] L'interview de son président P. Caner est disponible dans les annexes.
[2] Comme l'exemple du nylon (p.15/16)
[3] Quand le profit prime sur la vie (vidéo *Le Profit ou La Vie* disponible en annexes).

Le monde est assez grand pour satisfaire les besoins de tous, mais il sera toujours trop petit pour satisfaire l'avidité de quelques uns.

Gandhi

Sources/Annexes

Les différentes ressources qui nous ont permis de réaliser ce dossier sont disponibles, ainsi que le contenu additionnel des annexes, sur notre support multimédia en ligne à l'adresse suivante obsopro.wordpress.com

Voici les principales sources :

- Rapport des Amis de la Terre, L'obsolescence programmée, symbole de la société du gaspillage, septembre 2010.
- Magazine Teraeco n°35, Objets à durée déterminée, avril 2012.
- Film Enquête de Sophie Romillat, High-techi, électroménagers : un gâchis organisé.
- Film The Light Bulb Conspiracy (Prêt à jeter), février 2011.
- Site internet Géo.fr, Le Ghana, là où finissent nos écran-plats, janvier 2009.
- Rapport de l'Ademe, Etude sur la durée de vie des EEE, juillet 2012.
- Livre de Serge Latouche, Bon pour la casse, 2012.
- Livre de Bernard London, Sortir de la crise par l'obsolescence programmée, 1932.
- Bastiat, Théorie du Sophisme de La Vitre Cassée.
- Wikipédia.org, L'obsolescence programmée.
- Emission radio (Service public)
- Emission France 2, Cash Investigation, 2012
- Divers forums

…